



DIÁRIO DA REPÚBLICA

SUMÁRIO

Presidência da República

Decreto do Presidente da República n.º 19/2000:

Ratifica a Convenção sobre a Luta contra a Corrupção de Agentes Públicos Estrangeiros nas Transacções Comerciais Internacionais, adoptada em Paris em 17 de Dezembro de 1997 1398

Decreto do Presidente da República n.º 20/2000:

Ratifica a Convenção entre a República Portuguesa e a República da Tunísia para Evitar a Dupla Tributação em Matéria de Impostos sobre o Rendimento, assinada em Lisboa em 24 de Fevereiro de 1999 1398

Assembleia da República

Resolução da Assembleia da República n.º 32/2000:

Aprova, para ratificação, a Convenção sobre a Luta contra a Corrupção de Agentes Públicos Estrangeiros nas Transacções Comerciais Internacionais, adoptada em Paris em 17 de Dezembro de 1997, na Conferência Ministerial da Organização de Cooperação e de Desenvolvimento Económico (OCDE) 1398

Resolução da Assembleia da República n.º 33/2000:

Aprova, para ratificação, a Convenção entre a República Portuguesa e a República da Tunísia para Evitar a Dupla Tributação em Matéria de Impostos sobre o Rendimento, assinada em Lisboa em 24 de Fevereiro de 1999 1411

PRESIDÊNCIA DA REPÚBLICA

Decreto do Presidente da República n.º 19/2000

de 31 de Março

O Presidente da República decreta, nos termos do artigo 135.º, alínea b), da Constituição, o seguinte:

É ratificada a Convenção sobre a Luta contra a Corrupção de Agentes Públicos Estrangeiros nas Transacções Comerciais Internacionais, adoptada em Paris em 17 de Dezembro de 1997, aprovada, para ratificação, pela Resolução da Assembleia da República n.º 32/2000, em 2 de Dezembro de 1999.

Assinado em 10 de Março de 2000.

Publique-se.

O Presidente da República, JORGE SAMPAIO.

Referendado em 22 de Março de 2000.

O Primeiro-Ministro, *António Manuel de Oliveira Guterres*.

Decreto do Presidente da República n.º 20/2000

de 31 de Março

O Presidente da República decreta, nos termos do artigo 135.º, alínea b), da Constituição, o seguinte:

É ratificada a Convenção entre a República Portuguesa e a República da Tunísia para Evitar a Dupla Tributação em Matéria de Impostos sobre o Rendimento, assinada em Lisboa em 24 de Fevereiro de 1999, aprovada, para ratificação, pela Resolução da Assembleia da República n.º 33/2000, em 20 de Janeiro de 2000.

Assinado em 17 de Março de 2000.

Publique-se.

O Presidente da República, JORGE SAMPAIO.

Referendado em 21 de Março de 2000.

O Primeiro-Ministro, *António Manuel de Oliveira Guterres*.

ASSEMBLEIA DA REPÚBLICA

Resolução da Assembleia da República n.º 32/2000

Aprova, para ratificação, a Convenção sobre a Luta contra a Corrupção de Agentes Públicos Estrangeiros nas Transacções Comerciais Internacionais, adoptada em Paris em 17 de Dezembro de 1997, na Conferência Ministerial da Organização de Cooperação e de Desenvolvimento Económico (OCDE).

A Assembleia da República resolve, nos termos da alínea i) do artigo 161.º e do n.º 5 do artigo 166.º da Constituição, aprovar, para ratificação, a Convenção sobre a Luta contra a Corrupção de Agentes Públicos Estrangeiros nas Transacções Comerciais Internacionais, adoptada em Paris em 17 de Dezembro de 1997, cujo texto original em francês e inglês e a respectiva tradução para português seguem em anexo ao presente diploma.

Aprovada em 2 de Dezembro de 1999.

O Presidente da Assembleia da República, *António de Almeida Santos*.

CONVENTION SUR LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION D'AGENTS PUBLICS ÉTRANGERS DANS LES TRANSACTIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES.

Préambule

Les Parties:

Considérant que la corruption est en phénomène répandu dans les transactions commerciales internationales, y compris dans le domaine des échanges et de l'investissement, qui suscite de graves préoccupations morales et politiques, affecte la bonne gestion des affaires publiques et le développement économique et fausse les conditions internationales de concurrence;

Considérant que la responsabilité de la lutte contre la corruption dans le cadre de transactions commerciales internationales incombe à tous les pays;

Vu la recommandation révisée sur la lutte contre la corruption dans les transactions commerciales internationales, adoptée par le Conseil de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) le 23 mai 1997, C(97)123/FINAL, qui, entre autres, demande que soient prises des mesures efficaces pour décourager, prévenir et combattre la corruption d'agents publics étrangers dans le cadre de transactions commerciales internationales et, en particulier, que cette corruption soit rapidement incriminée de façon efficace et coordonnée en conformité avec les éléments communs convenus qui figurent dans cette recommandation ainsi qu'avec les principes de compétence et les autres principes juridiques fondamentaux applicables dans chaque pays;

Se félicitant d'autres initiatives récentes qui font progresser l'entente et la coopération internationales, en matière de lutte contre la corruption d'agents publics, notamment les actions menées par les Nations Unies, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'Organisation mondiale du commerce, l'Organisation des États américains, le Conseil de l'Europe et l'Union européenne;

Se félicitant des efforts des entreprises, des organisations patronales et syndicales ainsi que d'autres organisations non gouvernementales dans la lutte contre la corruption;

Reconnaissant le rôle des gouvernements dans la prévention des sollicitations de pots-de-vin de la part des individus et des entreprises dans les transactions commerciales internationales;

Reconnaissant que tout progrès dans ce domaine exige non seulement des efforts de chaque pays, mais aussi une coopération, une surveillance et un suivi au niveau multilatéral;

Reconnaissant qu'assurer l'équivalence entre les mesures que doivent prendre les Parties constitue un objet et un but essentiels de la convention qui exigent que la convention soit ratifiée sans dérogations affectant cette équivalence;

sont convenues de ce qui suit:

Article 1

L'infraction de corruption d'agents publics étrangers

1 — Chaque Partie prend les mesures nécessaires pour que constitue une infraction pénale en vertu de

sa loi le fait intentionnel, pour toute personne, d'offrir, de promettre ou d'octroyer un avantage indu pécuniaire ou autre, directement ou par des intermédiaires, à un agent public étranger, à son profit ou au profit d'un tiers, pour que cet agent agisse ou s'abstienne d'agir dans l'exécution de fonctions officielles, en vue d'obtenir ou conserver un marché ou un autre avantage indu dans le commerce international.

2 — Chaque Partie prend les mesures nécessaires pour que constitue une infraction pénale le fait de se rendre complice d'un acte de corruption d'un agent public étranger, y compris par instigation, assistance ou autorisation. La tentative et le complot en vue de corrompre un agent public étranger devront constituer une infraction pénale dans la mesure où la tentative et le complot en vue de corrompre en agent public de cette Partie constituent une telle infraction.

3 — Les infractions définies aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus sont dénommées ci-après «corruption d'un agent public étranger».

4 — Aux fins de la présente convention:

- a) «Agent public étranger» désigne toute personne qui détient un mandat législatif, administratif ou judiciaire dans un pays étranger, qu'elle ait été nommée ou élue, toute personne exerçant une fonction publique pour un pays étranger, y compris pour une entreprise ou un organisme publics et tout fonctionnaire ou agent d'une organisation internationale publique;
- b) «Pays étranger» comprend tous les niveaux et subdivisions d'administration, du niveau national au niveau local;
- c) «Agir ou s'abstenir d'agir dans l'exécution de fonctions officielles» désigne toute utilisation qui est faite de la position officielle de l'agent public, que cette utilisation relève ou non des compétences conférées à cet agent.

Article 2

Responsabilité des personnes morales

Chaque Partie prend les mesures nécessaires, conformément à ses principes juridiques, pour établir la responsabilité des personnes morales en cas de corruption d'un agent public étranger.

Article 3

Sanctions

1 — La corruption d'un agent public étranger doit être passible de sanctions pénales efficaces, proportionnées et dissuasives. L'éventail des sanctions applicables doit être comparable à celui des sanctions applicables à la corruption des agents publics de la Partie en question et doit, dans le cas des personnes physiques, inclure des peines privatives de liberté suffisantes pour permettre une entraide judiciaire efficace et l'extradition.

2 — Si, dans le système juridique d'une Partie, la responsabilité pénale n'est pas applicable aux personnes morales, cette Partie fait en sorte que les personnes morales soient passibles de sanctions non pénales efficaces, proportionnées et dissuasives, y compris pécuniaires, en cas de corruption d'agents publics étrangers.

3 — Chaque Partie prend les mesures nécessaires pour assurer que l'instrument et les produits de la corruption d'un agent public étranger ou des avoirs d'une valeur équivalente à celle de ces produits puissent faire l'objet d'une saisie et d'une confiscation ou que des sanctions pécuniaires d'un effet comparable soient prévues.

4 — Chaque Partie envisage l'application de sanctions complémentaires civiles ou administratives à toute personne soumise à des sanctions pour corruption d'un agent public étranger.

Article 4

Compétence

1 — Chaque Partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence à l'égard de la corruption d'un agent public étranger lorsque l'infraction est commise en tout ou partie sur son territoire.

2 — Chaque Partie ayant compétence pour poursuivre ses ressortissants à raison d'infractions commises à l'étranger prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence à l'égard de la corruption d'un agent public étranger selon les mêmes principes.

3 — Lorsque plusieurs Parties ont compétence à l'égard d'une infraction présumée visée dans la présente convention, les Parties concernées se concertent, à la demande de l'une d'entre elles, afin de décider quelle est celle qui est la mieux à même d'exercer les poursuites.

4 — Chaque Partie examine si le fondement actuel de sa compétence est efficace pour lutter contre la corruption d'agents publics étrangers; si tel n'est pas le cas, elle prend les mesures correctrices appropriées.

Article 5

Mise en œuvre

Les enquêtes et poursuites en cas de corruption d'un agent public étranger sont soumises aux règles et principes applicables de chaque Partie. Elles ne seront pas influencées par des considérations d'intérêt économique national, les effets possibles sur les relations avec un autre État ou l'identité des personnes physiques ou morales en cause.

Article 6

Prescription

Le régime de prescription de l'infraction de corruption d'un agent public étranger devra ménager un délai suffisant pour l'enquête et les poursuites relatives à cette infraction.

Article 7

Blanchiment de capitaux

Chaque Partie ayant fait en sorte que la corruption de ses agents publics soit une infraction principale aux fins de l'application de sa législation relative ou blanchiment de capitaux prendra la même mesure en cas de corruption d'un agent public étranger, quel que soit le lieu où la corruption s'est produite.

Article 8

Normes comptables

1 — Pour combattre efficacement la corruption d'agents publics étrangers, chaque Partie prend les mesures nécessaires, dans le cadre de ses lois et règlements concernant la tenue de livres et états comptables, la publication d'informations sur les états financiers et les normes de comptabilité et la vérification des comptes, pour interdire aux entreprises soumises à ces lois et règlements l'établissement de comptes hors livres, les opérations hors livres ou insuffisamment identifiées, l'enregistrement de dépenses inexistantes, l'enregistre-

ment d'éléments de passif dont l'objet n'est pas correctement identifié, ainsi que l'utilisation de faux documents, dans le but de corrompre un agent public étranger ou de dissimuler cette corruption.

2 — Chaque Partie prévoit des sanctions civiles, administratives ou pénales efficaces, proportionnées et dissuasives en cas de telles omissions ou falsifications dans les livres, les documents, les comptes et les états financiers de ces entreprises.

Article 9

Entraide judiciaire

1 — Chaque Partie accorde, autant que le permettent ses lois et ses instruments internationaux pertinents, une entraide judiciaire prompte et efficace aux autres Parties aux fins des enquêtes et des procédures pénales engagées par une Partie pour les infractions relevant de la présente convention ainsi qu'aux fins des procédures non pénales relevant de la présente convention engagées par une Partie contre des personnes morales. La Partie requise informe la Partie requérante, sans retard, de tout élément ou document additionnels qu'il est nécessaire de présenter à l'appui de la demande d'entraide et, sur demande, des suites données à cette demande d'entraide.

2 — Lorsqu'une Partie subordonne l'entraide judiciaire à une double incrimination, celle-ci est réputée exister si l'infraction pour laquelle l'entraide est demandée relève de la présente convention.

3 — Une Partie ne peut refuser d'accorder l'entraide judiciaire en matière pénale dans le cadre de la présente convention en invoquant le secret bancaire.

Article 10

Extradition

1 — La corruption d'un agent public étranger est réputée constituer une infraction pouvant donner lieu à extradition en vertu du droit des Parties et des conventions d'extradition entre celles-ci.

2 — Lorsqu'une Partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'une convention d'extradition reçoit une demande d'extradition de la part d'une autre Partie avec laquelle elle n'a pas de convention d'extradition, elle peut considérer la présente convention comme base juridique pour l'extradition en ce qui concerne l'infraction de corruption d'un agent public étranger.

3 — Chaque Partie prend les mesures nécessaires pour faire en sorte soit de pouvoir extraditer ses ressortissants, soit de pouvoir les poursuivre à raison de l'infraction de corruption d'un agent public étranger. Une Partie qui refuse une demande d'extradition d'une personne pour corruption d'un agent public étranger au seul motif que cette personne est son ressortissant doit soumettre l'affaire à ses autorités compétentes aux fins de poursuites.

4 — L'extradition pour corruption d'un agent public étranger est soumise aux conditions fixées par le droit national et par les accords et arrangements applicables pour chaque Partie. Lorsqu'une Partie subordonne l'extradition à l'existence d'une double incrimination, cette condition est réputée remplie lorsque à l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée relève de l'article 1 de la présente convention.

Article 11

Autorités responsables

Aux fins de la concertation prévue à l'article 4, paragraphe 3, de l'entraide judiciaire prévue à l'article 9 et de l'extradition prévue à l'article 10, chaque Partie notifie au Secrétaire général de l'OCDE une autorité ou des autorités, chargées de l'envoi et de la réception des demandes, qui joueront le rôle d'interlocuteur pour cette Partie pour ces matières, sans préjudice d'autres arrangements entre les Parties.

Article 12

Surveillance et suivi

Les Parties coopèrent pour mettre en œuvre un programme de suivi systématique afin de surveiller et promouvoir la pleine application de la présente convention. Sauf décision contraire prise par consensus des Parties, cette action est menée au sein du Groupe de travail de l'OCDE sur la corruption dans le cadre de transactions commerciales internationales et conformément au mandat de ce Groupe, ou au sein et conformément au mandat de tout organe qui pourrait lui succéder dans ses fonctions, et les Parties supportent le coût du programme selon les règles applicables à cet organe.

Article 13

Signature et adhésion

1 — Jusqu'à la date de son entrée en vigueur, la présente convention est ouverte à la signature des pays membres de l'OCDE et des non membres qui ont été invités à devenir participants à part entière aux activités de son Groupe de travail sur la corruption dans le cadre de transactions commerciales internationales.

2 — Après son entrée en vigueur, la présente convention est ouverte à l'adhésion de tout non-signataire devenu membre de l'OCDE ou participant à part entière au Groupe de travail sur la corruption dans le cadre de transactions commerciales internationales ou à tout organe lui succédant dans ses fonctions. Pour chaque non-signataire adhérent à la convention, la convention entre en vigueur le soixantième jour suivant la date du dépôt de son instrument d'adhésion.

Article 14

Ratification et dépôt

1 — La présente convention est soumise à acceptation, approbation ou ratification par les signataires conformément à leur loi.

2 — Les instruments d'acceptation, d'approbation, de ratification ou d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire général de l'OCDE, dépositaire de la présente convention.

Article 15

Entrée en vigueur

1 — La présente convention entrera en vigueur le soixantième jour suivant la date à laquelle cinq pays qui comptent parmi les dix premiers pays pour la part des exportations, selon le document annexé, et qui représentent à eux cinq au moins soixante pour cent des exportations totales cumulées de ces dix pays, auront déposé leur instrument d'acceptation, d'approbation ou de rati-

fication. Pour chaque signataire déposant son instrument après cette entrée en vigueur, la convention entrera en vigueur le soixantième jour suivant le dépôt de cet instrument.

2 — Si la convention n'est pas entrée en vigueur le 31 décembre 1998 conformément au paragraphe 1, tout signataire ayant déposé son instrument d'acceptation, d'approbation ou de ratification peut déclarer par écrit au depositaire qu'il est prêt à accepter l'entrée en vigueur de la convention conformément au présent paragraphe 2. La convention entrera en vigueur pour ce signataire le soixantième jour suivant la date à laquelle une telle déclaration aura été faite par au moins deux signataires. Pour chaque signataire ayant déposé sa déclaration après cette entrée en vigueur, la convention entrera en vigueur le soixantième jour suivant la date du dépôt.

Article 16

Modification

Toute Partie peut proposer de modifier la présente convention. La modification proposée est soumise au depositaire, qui la transmet aux autres Parties au moins soixante jours avant de convoquer une réunion des Parties pour l'examiner. Toute modification, adoptée par consensus des Parties ou selon toute autre modalité que les Parties fixeront par consensus, entre en vigueur soixante jours après le dépôt d'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation par toutes les Parties, ou selon toutes autres conditions que pourront être fixées par les Parties au moment de l'adoption de la modification.

Article 17

Retrait

Une Partie peut se retirer de la présente convention par notification écrite au depositaire. Ce retrait prend effet un an après la date de réception de la notification. Après le retrait, la coopération se poursuit entre les Parties et la Partie qui s'est retirée pour toutes les demandes d'entraide ou d'extradition présentées avant la date d'effet du retrait.

Fait à Paris ce dix-sept décembre, mil neuf cent quatre-vingt dix-sept, en langues française et anglaise, chaque version faisant également foi.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

Urs Lauthmann, Bär

Günther Arnhold

Pour la République Argentine:

[Signature]

Pour l'Australie:

Pour la République d'Autriche:

[Signature]

Pour le Royaume de Belgique:

[Signature]

Pour la République Fédérative du Brésil:

[Signature]

Pour la République de Bulgarie:

[Signature]

Pour le Canada:

[Signature]

Pour le Chili:

[Signature]

Pour la République de Corée:

[Signature]

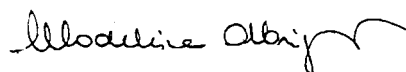
Pour le Royaume du Danemark:

[Signature]

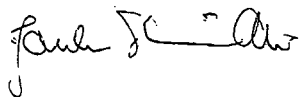
Pour le Royaume d'Espagne:

[Signature]

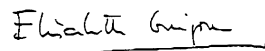
Pour les États-Unis d'Amérique:



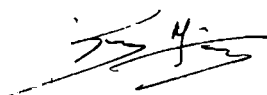
Pour la République de Finlande:



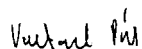
Pour la République Française:



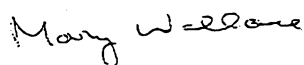

Pour la République Hellénique:



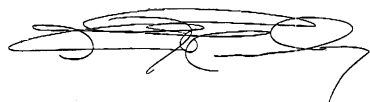
Pour la République de Hongrie:



Pour l'Irlande:



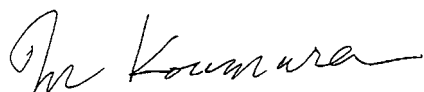
Pour la République d'Islande:



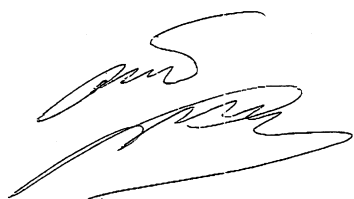
Pour la République Italienne:



Pour le Japon:



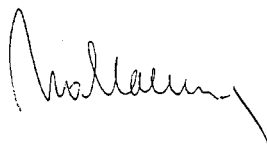
Pour le Luxembourg:



Pour les États-Unis Mexicains:



Pour le Royaume de Norvège:



Pour la Nouvelle-Zélande:



Pour le Royaume des Pays-Bas:



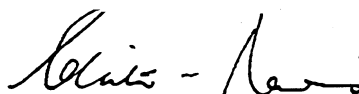
Pour la République de Pologne:



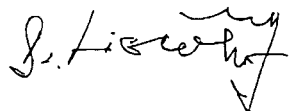
Pour la République Portugaise:



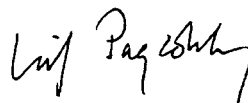
Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:



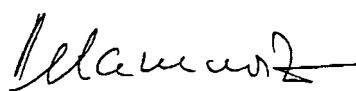
Pour la République Slovaque:



Pour le Royaume de Suède:



Pour la Confédération Suisse:



Pour la République Tchèque:



Pour la Turquie:



ANNEXE

DAFFE/IME/BR(97)18/FINAL

Statistiques des exportations de l'OCDE

	Exportations OCDE		
	1990-1996 (US\$ million)	1990-1996 (pourcentage du total OCDE)	1990-1996 (pourcentage des 10 premiers)
États-Unis	287 118	15,9	19,7
Allemagne	254 746	14,1	17,5
Japon	212 665	11,8	14,6
France	138 471	7,7	9,5
Royaume-Uni	121 258	6,7	8,3
Italie	112 449	6,2	7,7
Canada	91 215	5,1	6,3
Corée ⁽¹⁾	81 364	4,5	5,6
Pays-Bas	81 264	4,5	5,6
Belgique-Luxembourg	78 598	4,4	5,4
<i>Total des 10 premiers</i>	1 459 148	81	100
Espagne	42 469	2,4	—
Suisse	40 395	2,2	—
Suède	36 710	2	—
Mexique ⁽¹⁾	34 233	1,9	—
Australie	27 194	1,5	—
Danemark	24 145	1,3	—
Autriche ^(*)	22 432	1,2	—
Norvège	21 666	1,2	—
Irlande	19 217	1,1	—
Finlande	17 296	1,0	—
Pologne ⁽¹⁾ ^(**)	12 652	0,7	—
Portugal	10 801	0,6	—
Turquie ^(*)	8 027	0,4	—
Hongrie ^(**)	6 795	0,4	—
Nouvelle-Zélande	6 663	0,4	—
République Tchèque ^(***)	6 263	0,3	—
Grèce ^(*)	4 606	0,3	—
Islande	949	0,1	—
<i>Total OCDE ...</i>	1 801 661	100	—

(*) 1990-1995.

(**) 1991-1996.

(***) 1993-1996.

Source: OCDE; ⁽¹⁾ FMI.

CONVENTION ON COMBATING BRIBERY OF FOREIGN PUBLIC OFFICIALS IN INTERNATIONAL BUSINESS TRANSACTIONS

Preamble

The Parties:

Considering that bribery is a widespread phenomenon in international business transactions, including trade and investment, which raises serious moral and political concerns, undermines

good governance and economic development, and distorts international competitive conditions;

Considering that all countries share a responsibility to combat bribery in international business transactions;

Having regard to the Revised Recommendation on Combating Bribery in International Business Transactions, adopted by the Council of the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) on 23 May 1997, C(97)123/FINAL which, *inter alia*, called for effective measures to deter, prevent and combat the bribery of foreign public officials in connection with international business transactions, in particular the prompt criminalisation of such bribery in an effective and co-ordinated manner and in conformity with the agreed common elements set out in that Recommendation and with the jurisdictional and other basic legal principles of each country;

Welcoming other recent developments which further advance international understanding and co-operation in combating bribery of public officials, including actions of the United Nations, the World Bank, the International Monetary Fund, the World Trade Organisation, the Organisation of American States, the Council of Europe and the European Union;

Welcoming the efforts of companies, business organisations and trade unions as well as other non-governmental organisations to combat bribery;

Recognising the role of governments in the prevention of solicitation of bribery from individuals and enterprises in international business transactions;

Recognising that achieving progress in this field requires not only efforts on national level but also multilateral co-operation, monitoring and follow-up;

Recognising that achieving equivalence among the measures to be taken by the Parties is an essential object and purpose of the Convention, which requires that the Convention be ratified without derogations affecting this equivalence;

have agreed as follows:

Article 1

The offence of bribery of foreign public officials

1 — Each Party shall take such measures as may be necessary to establish that it is a criminal offence under its law for any person intentionally to offer, promise or give any undue pecuniary or other advantage, whether directly or through intermediaries, to a foreign public official, for that official or for a third party, in order that the official act or refrain from acting in relation to the performance of official duties, in order to obtain or retain business or other improper advantage in the conduct of international business.

2 — Each Party shall take any measures necessary to establish that complicity in, including incitement, aiding and abetting, or authorisation of an act of bribery of a foreign public official shall be a criminal offence.

Attempt and conspiracy to bribe a foreign public official shall be criminal offences to the same extent as attempt and conspiracy to bribe a public official of that Party.

3 — The offences set out in paragraphs 1 and 2 above are hereinafter referred to as «bribery of a foreign public official».

4 — For the purpose of this Convention:

- a) «Foreign public official» means any person holding a legislative, administrative or judicial office of a foreign country, whether appointed or elected; any person exercising a public function for a foreign country, including for a public agency or public enterprise; and any official or agent of a public international organisation;
- b) «Foreign country» includes all levels and subdivisions of government, from national to local;
- c) «Act or refrain from acting in relation to the performance of official duties» includes any use of the public official's position, whether or not within the official's authorised competence.

Article 2

Responsibility of legal persons

Each Party shall take such measures as may be necessary, in accordance with its legal principles, to establish the liability of legal persons for the bribery of a foreign public official.

Article 3

Sanctions

1 — The bribery of a foreign public official shall be punishable by effective, proportionate and dissuasive criminal penalties. The range of penalties shall be comparable to that applicable to the bribery of the Party's own public officials and shall, in the case of natural persons, include deprivation of liberty sufficient to enable effective mutual legal assistance and extradition.

2 — In the event that, under the legal system of a Party, criminal responsibility is not applicable to legal persons, that Party shall ensure that legal persons shall be subject to effective, proportionate and dissuasive non-criminal sanctions, including monetary sanctions, for bribery of foreign public officials.

3 — Each Party shall take such measures as may be necessary to provide that the bribe and the proceeds of the bribery of a foreign public official, or property the value of which corresponds to that of such proceeds, are subject to seizure and confiscation or that monetary sanctions of comparable effect are applicable.

4 — Each Party shall consider the imposition of additional civil or administrative sanctions upon a person subject to sanctions for the bribery of a foreign public official.

Article 4

Jurisdiction

1 — Each Party shall take such measures as may be necessary to establish its jurisdiction over the bribery of a foreign public official when the offence is committed in whole or in part in its territory.

2 — Each Party which has jurisdiction to prosecute its nationals for offences committed abroad shall take such measures as may be necessary to establish its jurisdiction to do so in respect of the bribery of a foreign public official, according to the same principles.

3 — When more than one Party has jurisdiction over an alleged offence described in this Convention, the Parties involved shall, at the request of one of them, consult with a view to determining the most appropriate jurisdiction for prosecution.

4 — Each Party shall review whether its current basis for jurisdiction is effective in the fight against the bribery of foreign public officials and, if it is not, shall take remedial steps.

Article 5

Enforcement

Investigation and prosecution of the bribery of a foreign public official shall be subject to the applicable rules and principles of each Party. They shall not be influenced by considerations of national economic interest, the potential effect upon relations with another State or the identity of the natural or legal persons involved.

Article 6

Statute of limitations

Any statute of limitations applicable to the offence of bribery of a foreign public official shall allow an adequate period of time for the investigation and prosecution of this offence.

Article 7

Money laundering

Each Party which has made bribery of its own public official a predicate offence for the purpose of the application of its money laundering legislation shall do so on the same terms for the bribery of a foreign public official, without regard to the place where the bribery occurred.

Article 8

Accounting

1 — In order to combat bribery of foreign public officials effectively, each Party shall take such measures as may be necessary, within the framework of its laws and regulations regarding the maintenance of books and records, financial statement disclosures, and accounting and auditing standards, to prohibit the establishment of off-the-books accounts, the making of off-the-books or inadequately identified transactions, the recording of non-existent expenditures, the entry of liabilities with incorrect identification of their object, as well as the use of false documents, by companies subject to those laws and regulations for the purpose of bribing foreign public officials or of hiding such bribery.

2 — Each Party shall provide effective, proportionate and dissuasive civil administrative or criminal penalties for such omissions and falsifications in respect of the books, records, accounts and financial statements of such companies.

Article 9

Mutual legal assistance

1 — Each Party shall, to the fullest extent possible under its laws and relevant treaties and arrangements, provide prompt and effective legal assistance to another Party for the purpose of criminal investigations and proceedings brought by a Party concerning offences within the scope of this Convention and for non-criminal pro-

ceedings within the scope of this Convention brought by a Party against a legal person. The requested Party shall inform the requesting Party, without delay, of any additional information or documents needed to support the request for assistance and, where requested, of the status and outcome of the request for assistance.

2 — Where a Party makes mutual legal assistance conditional upon the existence of dual criminality, dual criminality shall be deemed to exist if the offence for which the assistance is sought is within the scope of this Convention.

3 — A Party shall not decline to render mutual legal assistance for criminal matters within the scope of this Convention on the ground of bank secrecy.

Article 10

Extradition

1 — Bribery of a foreign public official shall be deemed to be included as an extraditable offence under the laws of the Parties and the extradition treaties between them.

2 — If a Party which makes extradition conditional on the existence of an extradition treaty receives a request for extradition from another Party with which it has no extradition treaty, it may consider this Convention to be the legal basis for extradition in respect of the offence of bribery of a foreign public official.

3 — Each Party shall take any measures necessary to assure either that it can extradite its nationals or that it can prosecute its nationals for the offence of bribery of a foreign public official. A Party which declines a request to extradite a person for bribery of a foreign public official solely on the ground that the person is its national shall submit the case to its competent authorities for the purpose of prosecution.

4 — Extradition for bribery of a foreign public official is subject to the conditions set out in the domestic law and applicable treaties and arrangements of each Party. Where Party makes extradition conditional upon the existence of dual criminality, that condition shall be deemed to be fulfilled if the offence for which extradition is sought is within the scope of article 1 of this Convention.

Article 11

Responsible authorities

For the purposes of article 4, paragraph 3, on consultation, article 9, on mutual legal assistance and article 10, on extradition, each Party shall notify to the Secretary General of the OECD an authority or authorities responsible for making and receiving requests, which shall serve as channel of communication for these matters for that Party without prejudice to other arrangements between Parties.

Article 12

Monitoring and follow-up

The Parties shall co-operate in carrying out a programme of systematic follow-up to monitor and promote the full implementation of this Convention. Unless otherwise decided by consensus of the Parties, this shall be done in the framework of the OECD Working Group on Bribery in International Business Transactions and according to its terms of reference, or within the fra-

mework and terms of reference of any successor to its functions, and Parties shall bear the costs of the programme in accordance with the rules applicable to that body.

Article 13

Signature and accession

1 — Until its entry into force, this Convention shall be open for signature by OECD members and by non-members which have been invited to become full participants in its Working Group on Bribery in International Business Transactions.

2 — Subsequent to its entry into force, this Convention shall be open to accession by any non-signatory which is a member of the OECD or has become a full participant in the Working Group on Bribery in International Business Transactions or any successor to its functions. For each such non-signatory, the Convention shall enter into force on the sixtieth day following the date of deposit of its instrument of accession.

Article 14

Ratification and depositary

1 — This Convention is subject to acceptance, approval or ratification by the signatories, in accordance with their respective laws.

2 — Instruments of acceptance, approval, ratification or accession shall be deposited with the Secretary-General of the OECD, who shall serve as depositary of this Convention.

Article 15

Entry into force

1 — This Convention shall enter into force on the sixtieth day following the date upon which five of the ten countries which have the ten largest export shares set out in the annexed document, and which represent by themselves at least sixty per cent of the combined total exports of those ten countries, have deposited their instruments of acceptance, approval or ratification. For each signatory depositing its instrument after such entry into force, the Convention shall enter into force on the sixtieth day after deposit of its instrument.

2 — If, after 31 December 1998, the Convention has not entered into force under paragraph 1 above, any signatory which has deposited its instrument of acceptance, approval or ratification may declare in writing to the depositary its readiness to accept entry into force of this Convention under this paragraph 2. The Convention shall enter into force for such a signatory on the sixtieth day following the date upon which such declarations have been deposited by at least two signatories. For each signatory depositing its declaration after such entry into force, the Convention shall enter into force on the sixtieth day following the date of deposit.

Article 16

Amendment

Any Party may propose the amendment of this Convention. A proposed amendment shall be submitted to the depositary which shall communicate it to the other Parties at least sixty days before convening a meeting of the Parties to consider the proposed amendment. An amendment adopted by consensus of the Parties,

or by such other means as the Parties may determine by consensus, shall enter into force sixty days after the deposit of an instrument of ratification, acceptance or approval by all of the Parties, or in such other circumstances as may be specified by the Parties at the time of adoption of the amendment.

Article 17

Withdrawal

A Party may withdraw from this Convention by submitting written notification to the depositary. Such withdrawal shall be effective one year after the date of the receipt of the notification. After withdrawal, co-operation shall continue between the Parties and the Party which has withdrawn on all requests for assistance or extradition made before the effective date of withdrawal which remain pending.

Done in Paris this seventeenth day of December, nineteen hundred and ninety-seven in the French and English languages, each text being equally authentic.

For the Federal Republic of Germany:

Uns. Konferenz. Bzw.
Günther Arnwald

For the Argentine Republic:

[Signature]

For Australia:

For the Republic of Austria:

Forrest Kieny

For the Kingdom of Belgium:

[Signature]

For the Federative Republic of Brazil:

[Signature]

For the Republic of Bulgaria:

[Signature]

For Canada:

[Signature]

For Chile:

[Signature]

For the Republic of Korea:

Chung Hoon

For the Kingdom of Denmark:

[Signature]

For the Kingdom of Spain:

[Signature]

For the United States of America:

Madeline Albright

For the Republic of Finland:

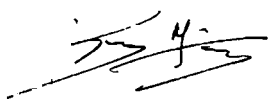
[Signature]

For the Republic of France:

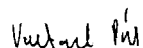
Elisabeth Guigou

Dominique Strauss-Kahn

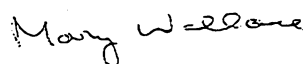
For the Hellenic Republic:



For the Republic of Hungary:



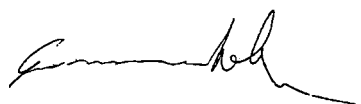
For Ireland:



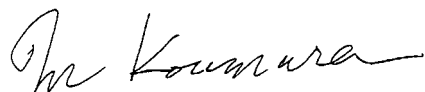
For the Republic of Iceland:



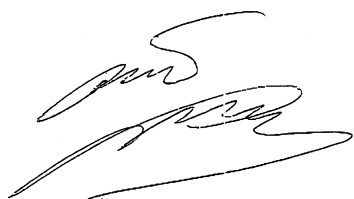
For the Italian Republic:



For Japan:



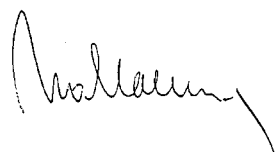
For Luxembourg:



For the United Mexican States:



For the Kingdom of Norway:



For New Zealand:



For the Kingdom of the Netherlands:



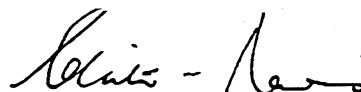
For the Republic of Poland:



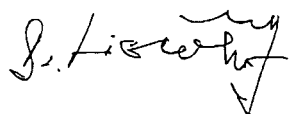
For the Republic of Portugal:



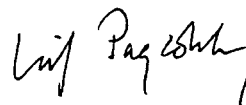
For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:



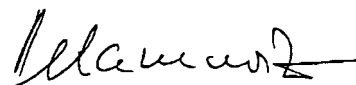
For the Slovak Republic:



For the Kingdom of Sweden:



For the Swiss Confederation:



For the Czech Republic:



For Turkey:



ANNEX
DAFFE/IME/BR(97)18/FINAL
Statistics on OECD exports

	OECD exports		
	1990-1996 (US\$ million)	1990-1996 (percentage of total OECD)	1990-1996 (percentage of 10 largest)
United States	287 118	15,9	19,7
Germany	254 746	14,1	17,5
Japan	212 665	11,8	14,6
France	138 471	7,7	9,5
United Kingdom	121 258	6,7	8,3
Italy	112 449	6,2	7,7
Canada	91 215	5,1	6,3
Korea ⁽¹⁾	81 364	4,5	5,6
Netherlands	81 264	4,5	5,6
Belgium-Luxembourg	78 598	4,4	5,4
<i>Total 10 largest</i>	1 459 148	81	100
Spain	42 469	2,4	—
Switzerland	40 395	2,2	—
Sweden	36 710	2	—
Mexico ⁽¹⁾	34 233	1,9	—
Australia	27 194	1,5	—
Denmark	24 145	1,3	—
Austria ^(*)	22 432	1,2	—
Norway	21 666	1,2	—
Ireland	19 217	1,1	—
Finland	17 296	1	—
Poland ⁽¹⁾ ^(**)	12 652	0,7	—
Portugal	10 801	0,6	—
Turkey ^(*)	8 027	0,4	—
Hungary ^(**)	6 795	0,4	—
New Zealand	6 663	0,4	—
Czech Republic ^(***)	6 263	0,3	—
Greece ^(*)	4 606	0,3	—
Iceland	949	0,1	—
<i>Total OECD ...</i>	1 801 661	100	—

(*) 1990-1995.

(**) 1991-1996.

(***) 1993-1996.

Source: OECD; ⁽¹⁾ IMF.

**CONVENÇÃO SOBRE A LUTA CONTRA A CORRUPÇÃO DE AGENTES
PÚBLICOS ESTRANGEIROS NAS TRANSACÇÕES COMERCIAIS
INTERNACIONAIS.**

Preâmbulo

As Partes:

Considerando que a corrupção é um fenómeno frequente nas transacções comerciais internacionais, inclusive no domínio das trocas e dos investimentos, que suscita graves preocupações morais e políticas, afecta a boa gestão dos negócios públicos e o desenvolvimento económico e distorce as condições internacionais da concorrência;

Considerando que a responsabilidade da luta contra a corrupção no quadro das transacções comerciais internacionais é uma incumbência de todos os países;

Tendo em conta a recomendação revista sobre a luta contra a corrupção nas transacções comerciais internacionais, adoptada pelo Conselho da Organização de Cooperação e de Desenvolvimento Económico (OCDE) em 23 de Maio de

1997, C(97)123/FINAL, que, entre outras, pede que sejam tomadas medidas eficazes para desencorajar, prevenir e combater a corrupção dos agentes públicos estrangeiros no quadro das transacções comerciais internacionais e, em particular, que este tipo de corrupção seja rapidamente incriminado de forma eficaz e coordenada em conformidade com os elementos comuns acordados que constam dessa recomendação, bem como com os princípios da competência e os outros princípios jurídicos fundamentais aplicáveis em cada país;

Congratulando-se com outras iniciativas recentes que fazem avançar o entendimento e a cooperação internacionais em matéria de luta contra a corrupção dos agentes públicos, nomeadamente as acções levadas a cabo pelas Nações Unidas, o Banco Mundial, o Fundo Monetário Internacional, a Organização Mundial do Comércio, a Organização dos Estados Americanos, o Conselho da Europa e a União Europeia;

Congratulando-se com os esforços das empresas, das organizações patronais e sindicais, bem como de outras organizações não governamentais na luta contra a corrupção;

Reconhecendo o papel dos governos na prevenção das solicitações de lutas por parte de pessoas ou empresas nas transacções comerciais internacionais;

Reconhecendo que todo e qualquer progresso neste domínio exige não apenas os esforços de cada um dos países, mas também uma cooperação, uma vigilância e um acompanhamento a nível multilateral;

Reconhecendo que assegurar a equivalência entre as medidas que devem ser tomadas pelas Partes constitui um objecto e uma finalidade essenciais da Convenção, o que exige que a Convenção seja ratificada sem derrogações que afectem esta equivalência;

acordam no que se segue:

Artigo 1.º

A infracção por corrupção de agentes públicos estrangeiros

1 — Cada uma das Partes tomará as medidas necessárias para que constitua, para qualquer pessoa, uma infracção penal nos termos da sua lei o facto intencional de oferecer, de prometer ou de atribuir uma vantagem, pecuniária ou outra, indevida, directamente ou através de intermediários, a um agente público estrangeiro, em seu proveito ou em proveito de um terceiro, para que esse agente aja ou se abstenha de agir na execução de funções oficiais, tendo em vista obter ou conservar um contrato ou uma outra vantagem indevida no âmbito do comércio internacional.

2 — Cada uma das Partes tomará as medidas necessárias para que constitua infracção penal a cumplicidade num acto de corrupção de um agente público estrangeiro, nomeadamente por instigação, apoio ou autorização. A tentativa e o conluio com o objectivo de corromper um agente público estrangeiro deverão constituir uma infracção penal na medida em que a tentativa e o conluio com o objectivo de corromper um agente público dessa Parte constitui uma tal infracção.

3 — As infracções definidas nos parágrafos 1 e 2 anteriores serão a seguir denominadas «corrupção de um agente público estrangeiro».

4 — Para os fins da presente Convenção:

- a) «Agente público estrangeiro» designa a pessoa que detenha um mandato legislativo, administrativo ou judiciário num país estrangeiro, para o qual foi nomeado ou eleito, ou a pessoa que exerce uma função pública para um país estrangeiro, incluindo para uma empresa ou um organismo públicos, e qualquer funcionário público ou agente de uma organização internacional pública;
- b) «País estrangeiro» engloba todos os níveis e subdivisões da Administração, do nível nacional ao nível local;
- c) «Agir ou abster-se de agir no exercício de funções oficiais» designa qualquer utilização que é feita da posição oficial do agente público, quer esta utilização releve ou não das competências conferidas a este agente.

Artigo 2.º

Responsabilidade das pessoas colectivas

Cada uma das Partes tomará as medidas necessárias, em conformidade com os seus princípios jurídicos, para fixar a responsabilização das pessoas colectivas em caso de corrupção de um agente público estrangeiro.

Artigo 3.º

Sanções

1 — A corrupção de um agente público estrangeiro deve ser passível de sanções penais eficazes, proporcionadas e dissuasivas. O leque de sanções aplicáveis deve ser comparável ao das sanções aplicáveis à corrupção dos agentes públicos da Parte em questão e deve, no caso das pessoas singulares, incluir penas privativas da liberdade que permitam uma cooperação judiciária eficaz e a extradição.

2 — Se, no sistema jurídico de uma das Partes, a responsabilidade penal não for aplicável às pessoas colectivas, essa Parte providenciará para que as pessoas colectivas sejam passíveis de sanções não penais eficazes, proporcionadas e dissuasivas, nomeadamente pecuniárias, em caso de corrupção de agentes públicos estrangeiros.

3 — Cada uma das Partes tomará as medidas necessárias para assegurar que o instrumento e o produto da corrupção de um agente público estrangeiro ou os bens de valor equivalente ao desse produto possam ser apreendidos e confiscados ou que as sanções pecuniárias previstas tenham um efeito comparável.

4 — Cada uma das Partes encarará a possibilidade de aplicação de sanções complementares, civis ou administrativas, a qualquer pessoa submetida às sanções por corrupção de um agente público estrangeiro.

Artigo 4.º

Competência

1 — Cada uma das Partes tomará as medidas necessárias para fixar a sua competência relativamente à cor-

rupção de um agente público estrangeiro sempre que a infracção é cometida total ou parcialmente no seu território.

2 — Cada uma das Partes tendo competência para perseguir os seus nacionais por infracções cometidas no estrangeiro tomará as medidas necessárias para fixar a sua competência relativamente à corrupção de um agente público estrangeiro segundo os mesmos princípios.

3 — Sempre que várias Partes tenham competência relativamente a uma presumida infracção visada na presente Convenção, as Partes envolvidas consultam-se e acordam entre si, a pedido de uma delas, qual delas está em melhor posição para exercer o procedimento criminal.

4 — Cada uma das Partes examinará se o fundamento actual da sua competência é eficaz para lutar contra a corrupção de agentes públicos estrangeiros; se não as considerar suficientes, tomará as medidas correctoras apropriadas.

Artigo 5.º

Aplicação

As investigações e procedimentos criminais em casos de corrupção de um agente público estrangeiro estão submetidos às regras e princípios aplicáveis de cada uma das Partes. Não serão influenciados por considerações de interesse económico nacional, pelos possíveis efeitos sobre as relações com um outro Estado ou a identidade das pessoas singulares ou colectivas em causa.

Artigo 6.º

Prescrição

O regime jurídico da prescrição da infracção de corrupção de um agente público estrangeiro deve prever um prazo suficiente para a realização das investigações e o procedimento criminal.

Artigo 7.º

Branqueamento de capitais

Cada uma das Partes, tendo posto em prática um sistema em que a corrupção dos seus agentes públicos seja uma infracção punida para os fins da aplicação da sua legislação relativa ao branqueamento de capitais, tomará a mesma medida em caso de corrupção de um agente público estrangeiro, seja qual for o lugar em que a corrupção se tenha produzido.

Artigo 8.º

Normas contabilísticas

1 — Para combater eficazmente a corrupção de agentes públicos estrangeiros, cada uma das Partes tomará as medidas necessárias, no quadro das suas leis e regulamentos referentes às técnicas e regras contabilísticas, à publicação de informações sobre os relatórios e contas e às normas de contabilidade e verificação das contas, de forma a proibir às empresas submetidas a essas leis e regulamentos a elaboração de contabilidades paralelas, de operações paralelas ou insuficientemente identificadas, o registo de despesas inexistentes, o registo de ele-

mentos do passivo cujo objecto não está correctamente identificado, assim como a utilização de falsos documentos, com o intuito de corromper um agente público estrangeiro ou de dissimular essa corrupção.

2 — Cada uma das Partes preverá sanções civis, administrativas ou penais eficazes, proporcionadas e dissuasivas nos casos de tais omissões ou falsificações no plano contabilístico, nos documentos, nas contas e nos balanços financeiros de tais empresas.

Artigo 9.º

Cooperação judiciária

1 — Cada uma das Partes concederá, tanto quanto permitem as suas leis e os seus instrumentos internacionais pertinentes, uma cooperação judiciária pronta e eficaz às Partes para investigações e procedimentos penais iniciados por uma das Partes pelas infracções que relevem desta Convenção, assim como para os fins penais que relevem da presente Convenção, iniciadas por uma das Partes contra as pessoas colectivas. A Parte requerida informa a Parte requerente, o mais rapidamente possível, de todo e qualquer elemento ou documento adicionais que seja necessário apresentar em apoio do pedido de cooperação e, a pedido, dos desenvolvimentos dados a este pedido de cooperação.

2 — Sempre que uma das Partes subordinar a cooperação judiciária a uma dupla incriminação, presume-se que ela existe se a infracção para a qual a cooperação é solicitada relevar desta Convenção.

3 — Uma das Partes não pode recusar conceder a cooperação judiciária em matéria penal no quadro da presente Convenção invocando o segredo bancário.

Artigo 10.º

Extradição

1 — A corrupção de um agente público estrangeiro presume-se constituir uma infracção, podendo dar lugar à extradição com base no direito das Partes e das convenções de extradição entre elas.

2 — Sempre que uma das Partes que subordina a extradição à existência de uma convenção recebe um pedido de extradição da parte de uma outra das Partes com a qual não tem convenção de extradição, essa Parte pode considerar a presente Convenção como base jurídica para a extradição no que se refere à infracção de corrupção de um agente público estrangeiro.

3 — Cada uma das Partes tomará as medidas necessárias, seja para poder extraditar os seus nacionais, seja para poder persegui-los com base na infracção de corrupção de um agente público estrangeiro. Uma das Partes que recuse um pedido de extradição de uma pessoa por corrupção de um agente público estrangeiro tendo como único motivo essa pessoa ser sua nacional deve submeter o caso às suas autoridades competentes para que estas ajam.

4 — A extradição por corrupção de um agente público estrangeiro está submetida às condições fixadas pelo direito nacional e pelos tratados aplicáveis por cada uma das Partes. Sempre que uma das Partes subordine a extradição à existência de uma dupla incriminação, presume-se que esta condição está preenchida sempre que a infracção pela qual a extradição é pedida releve do artigo 1.º desta Convenção.

Artigo 11.º

Autoridades responsáveis

Para os fins da concertação prevista no artigo 4.º, parágrafo 3, da cooperação judiciária prevista no artigo 9.º e da extradição prevista no artigo 10.º, cada uma das Partes indicará ao Secretário-Geral da OCDE uma autoridade ou autoridades responsáveis pelo envio e pela recepção dos pedidos, que terão o papel de interlocutores para essa Parte nestas matérias, sem prejuízo de outros tratados e ou acordos entre as Partes.

Artigo 12.º

Fiscalização e acompanhamento

As Partes cooperarão para pôr em prática um programa de acompanhamento sistemático de forma a fiscalizar e promover a plena aplicação da presente Convenção. Salvo decisão em contrário tomada por consenso entre as Partes, esta acção é realizada no seio do grupo de trabalho da OCDE sobre a corrupção no quadro das transacções comerciais internacionais e em conformidade com o mandato deste grupo, ou no seio e em conformidade com o mandato de qualquer órgão que eventualmente lhe suceda nas suas funções, e as Partes suportam o custo do programa segundo as regras aplicáveis a este órgão.

Artigo 13.º

Assinatura e adesão

1 — Até à data da sua entrada em vigor, a presente Convenção está aberta à assinatura dos países membros da OCDE e dos não membros que foram convidados a tornar-se participantes de pleno direito nas actividades do seu grupo de trabalho sobre a corrupção no quadro das transacções comerciais internacionais.

2 — Depois da sua entrada em vigor, a presente Convenção está aberta à adesão de qualquer signatário que se tenha tornado membro da OCDE ou parte de pleno direito no grupo de trabalho sobre a corrupção no quadro das transacções comerciais internacionais ou a qualquer órgão que lhe suceda nas suas funções. Para cada não signatário aderente à Convenção, a Convenção entra em vigor 60 dias após a data de depósito do instrumento de adesão.

Artigo 14.º

Ratificação e depósito

1 — A presente Convenção é submetida à aceitação, aprovação ou ratificação pelos signatários em conformidade com a sua lei nacional.

2 — Os instrumentos de aceitação, de aprovação, de ratificação ou de adesão ficarão depositados junto do Secretário-Geral da OCDE, depositário da presente Convenção.

Artigo 15.º

Entrada em vigor

1 — A presente Convenção entrará em vigor no 60.º dia seguinte à data em que 5 países que figurem entre os 10 primeiros países em matéria de exportações, segundo o documento anexo, e que representem, por eles 5, pelo menos 60% das exportações totais acumuladas desses 10 países, tenham depositado o seu instrumento de aceitação, de aprovação ou de ratificação. Para cada um dos signatários que deposite o seu ins-

trumento depois da entrada em vigor a Convenção entrará em vigor no 60.º dia seguinte ao depósito deste instrumento.

2 — Se a Convenção não entrar em vigor até 31 de Dezembro de 1998 em conformidade com o parágrafo 1 qualquer signatário que tenha depositado o seu instrumento de aceitação, de aprovação ou de ratificação pode declarar por escrito ao depositário que ele está pronto a aceitar a entrada em vigor da Convenção em conformidade com este parágrafo 2. A Convenção entrará em vigor para este signatário no 60.º dia seguinte à data na qual essa declaração tenha sido feita pelo menos por dois signatários. Por cada signatário que tenha depositado a sua declaração depois desta entrada em vigor, a Convenção entrará em vigor no 60.º dia seguinte à data do depósito.

Artigo 16.º

Modificação

Qualquer das Partes pode propor a modificação da presente Convenção. A modificação proposta será submetida ao depositário, que a transmitirá às outras Partes pelo menos 60 dias antes de convocar uma reunião das Partes para a examinar. Qualquer modificação adoptada por consenso das Partes, ou segundo uma outra modalidade que as Partes fixarão por consenso, entrará em vigor 60 dias depois do depósito de um instrumento de ratificação, de aceitação ou de aprovação por todas as Partes, ou segundo outras condições que tenham sido fixadas pelas Partes no momento da adopção da modificação.

Artigo 17.º

Retirada

Uma Parte pode retirar-se da presente Convenção por notificação escrita ao depositário. Esta retirada produz efeitos um ano após a recepção dessa notificação. Depois da retirada, a cooperação entre as Partes e a Parte que se retirou prosseguirá para todos os pedidos de cooperação ou de extradição apresentados antes da data de produção de efeitos da retirada.

ANEXO

DAFFE/IME/BR(97)18/FINAL

Estatísticas das exportações da OCDE

	Exportações OCDE		
	1990-1996 (milhões de dólares)	1990-1996 (porcen- tagem do total OCDE)	1990-1996 (porcen- tagem dos 10 primeiros)
Estados Unidos	287 118	15,9	19,7
Alemanha	254 746	14,1	17,5
Japão	212 665	11,8	14,6
França	138 471	7,7	9,5
Reino Unido	121 258	6,7	8,3
Itália	112 449	6,2	7,7
Canadá	91 215	5,1	6,3
Coreia (¹)	81 364	4,5	5,6
Países Baixos	81 264	4,5	5,6
Bélgica-Luxemburgo	78 598	4,4	5,4
<i>Total dos 10 primeiros</i>	1 459 148	81	100
Espanha	42 469	2,4	—
Suíça	40 395	2,2	—
Suécia	36 710	2	—

	Exportações OCDE		
	1990-1996 (milhões de dólares)	1990-1996 (porcen- tagem do total OCDE)	1990-1996 (porcen- tagem dos 10 primeiros)
México (¹)	34 233	1,9	—
Austrália	27 194	1,5	—
Dinamarca	24 145	1,3	—
Áustria (*)	22 432	1,2	—
Noruega	21 666	1,2	—
Irlanda	19 217	1,1	—
Finlândia	17 296	1,0	—
Polónia (¹) (**)	12 652	0,7	—
Portugal	10 801	0,6	—
Turquia (*)	8 027	0,4	—
Hungria (**)	6 795	0,4	—
Nova Zelândia	6 663	0,4	—
República Checa (***)	6 263	0,3	—
Grécia (*)	4 606	0,3	—
Islândia	949	0,1	—
<i>Total OCDE ...</i>	1 801 661	100	—

(*) 1990-1995.

(**) 1991-1996.

(***) 1993-1996.

Fonte: OCDE; (¹) FMI.

Resolução da Assembleia da República n.º 33/2000

Aprova, para ratificação, a Convenção entre a República Portuguesa e a República da Tunísia para Evitar a Dupla Tributação em Matéria de Impostos sobre o Rendimento, assinada em Lisboa em 24 de Fevereiro de 1999.

A Assembleia da República resolve, nos termos da alínea i) do artigo 161.º e do n.º 5 do artigo 166.º da Constituição, aprovar, para ratificação, a Convenção entre a República Portuguesa e a República da Tunísia para Evitar a Dupla Tributação em Matéria de Impostos sobre o Rendimento, assinada em Lisboa em 24 de Fevereiro de 1999, cujas versões autênticas nas línguas portuguesa, árabe e francesa seguem em anexo.

Aprovada em 20 de Janeiro de 2000.

O Presidente da Assembleia da República, *António de Almeida Santos*.

CONVENÇÃO ENTRE A REPÚBLICA PORTUGUESA E A REPÚBLICA DA TUNÍSIA PARA EVITAR A DUPLA TRIBUTAÇÃO EM MATÉRIA DE IMPOSTOS SOBRE O RENDIMENTO.

O Governo da República Portuguesa e o Governo da República da Tunísia, desejando concluir uma Convenção para Evitar a Dupla Tributação em Matéria de Impostos sobre o Rendimento, acordaram nas seguintes disposições:

CAPÍTULO I

Âmbito de aplicação da Convenção

Artigo 1.º

Pessoas visadas

Esta Convenção aplica-se às pessoas residentes de um ou de ambos os Estados Contratantes.

Artigo 2.º

Impostos visados

1 — Esta Convenção aplica-se aos impostos sobre o rendimento exigidos em nome de um Estado Contratante, das suas subdivisões políticas ou administrativas ou das suas autarquias locais, seja qual for o sistema usado para a sua cobrança.

2 — São considerados impostos sobre o rendimento os impostos incidentes sobre o rendimento total ou sobre elementos do rendimento, incluídos os impostos sobre os ganhos derivados da alienação de bens mobiliários ou imobiliários, bem como os impostos sobre as mais-valias.

3 — Os impostos actuais a que esta Convenção se aplica são:

a) Relativamente a Portugal:

- 1) O imposto sobre o rendimento das pessoas singulares — IRS;
- 2) O imposto sobre o rendimento das pessoas colectivas — IRC; e
- 3) A derrama;

(a seguir referidos pela designação de «imposto português»);

b) Relativamente à Tunísia:

- 1) O imposto sobre o rendimento das pessoas singulares;
- 2) O imposto sobre as sociedades;

(a seguir referidos pela designação de «imposto tunisino»).

4 — A Convenção será também aplicável aos impostos de natureza idêntica ou similar que entrem em vigor posteriormente à data da assinatura da Convenção e que venham a acrescer aos actuais ou a substituí-los. As autoridades competentes dos Estados Contratantes comunicarão uma à outra as modificações importantes introduzidas nas respectivas legislações fiscais.

CAPÍTULO II

Definições

Artigo 3.º

Definições gerais

1 — Para efeitos desta Convenção, a não ser que o contexto exija interpretação diferente:

- a) As expressões «um Estado Contratante» e «o outro Estado Contratante» significam Portugal ou a Tunísia, consoante resulte do contexto;
- b) O termo «Portugal» designa o território da República Portuguesa situado no continente europeu, os arquipélagos dos Açores e da Madeira, o respectivo mar territorial e, bem assim, as outras zonas onde, em conformidade com a legislação portuguesa e o direito internacional, a República Portuguesa tem direitos de soberania relativamente à prospecção, pesquisa e exploração dos recursos naturais do leito do mar, do seu subsolo e das águas sobrejacentes;
- c) O termo «Tunísia» designa o território da República Tunisina e as zonas adjacentes às águas

territoriais da Tunísia onde, em conformidade com o direito internacional, a Tunísia pode exercer os direitos relativos ao leito do mar, ao seu subsolo e aos respectivos recursos naturais;

- d) O termo «pessoa» compreende uma pessoa singular, uma sociedade ou qualquer outro agrupamento de pessoas;
- e) O termo «sociedade» significa qualquer pessoa colectiva ou qualquer entidade que é tratada como pessoa colectiva para fins tributários;
- f) As expressões «empresa de um Estado Contratante» e «empresa do outro Estado Contratante» significam, respectivamente, uma empresa explorada por um residente de um Estado Contratante e uma empresa explorada por um residente do outro Estado Contratante;
- g) A expressão «tráfego internacional» significa qualquer transporte por navio ou aeronave explorados por uma empresa cuja direcção efectiva esteja situada num Estado Contratante, excepto se o navio ou aeronave forem explorados somente entre lugares situados no outro Estado Contratante;
- h) O termo «nacionais» designa todas as pessoas singulares que tenham a nacionalidade de um Estado Contratante e todas as pessoas colectivas, sociedades de pessoas, associações e demais entidades constituídas de harmonia com a legislação de um Estado Contratante;
- i) A expressão «autoridade competente» significa:
 - 1) Relativamente a Portugal, o Ministro das Finanças, o director-geral dos Impostos ou os seus representantes autorizados;
 - 2) Relativamente à Tunísia, o Ministro das Finanças ou o seu representante autorizado.

2 — No que se refere à aplicação da Convenção por um Estado Contratante, qualquer expressão não definida de outro modo deverá ter, a não ser que o contexto exija interpretação diferente, o significado que lhe for atribuído pela legislação desse Estado que regula os impostos a que a Convenção se aplica.

Artigo 4.º

Residente

1 — Para efeitos desta Convenção, a expressão «residente de um Estado Contratante» significa qualquer pessoa que, por virtude da legislação desse Estado, está aí sujeita a imposto devido ao seu domicílio, à sua residência, ao local de direcção ou a qualquer outro critério de natureza similar. Todavia, esta expressão não inclui qualquer pessoa que está sujeita a imposto nesse Estado apenas relativamente ao rendimento de fontes localizadas nesse Estado.

Entende-se que a expressão «residente de um Estado Contratante» compreende também todas as pessoas colectivas e entidades cuja sede ou direcção efectiva está situada nesse Estado e aí sujeitas a um regime de transparência fiscal.

2 — Quando, por virtude do disposto no n.º 1, uma pessoa singular for residente de ambos os Estados Contratantes, a situação será resolvida como segue:

- a) Será considerada residente apenas no Estado em que tenha uma habitação permanente à sua

disposição. Se tiver uma habitação permanente à sua disposição em ambos os Estados, será considerada residente do Estado com o qual sejam mais estreitas as suas relações pessoais e económicas (centro dos interesses vitais);

- b) Se o Estado em que tem o centro dos interesses vitais não puder ser determinado ou se não tiver uma habitação permanente à sua disposição em nenhum dos Estados, será considerada residente do Estado em que permanece habitualmente;
- c) Se permanecer habitualmente em ambos os Estados ou se não permanecer habitualmente em nenhum deles, será considerada residente apenas do Estado de que for nacional;
- d) Se for nacional de ambos os Estados ou não for nacional de nenhum deles, as autoridades competentes dos Estados Contratantes resolverão o caso de comum acordo.

3 — Quando, em virtude do disposto no n.º 1, uma pessoa, que não seja uma pessoa singular, for residente de ambos os Estados Contratantes, será considerada residente do Estado em que estiver situada a sua direcção efectiva.

Artigo 5.º

Estabelecimento estável

1 — Para efeitos desta Convenção, a expressão «estabelecimento estável» significa uma instalação fixa, através da qual a empresa exerça toda ou parte da sua actividade.

2 — A expressão «estabelecimento estável» compreende, nomeadamente:

- a) Um local de direcção;
- b) Uma sucursal;
- c) Um escritório;
- d) Uma fábrica;
- e) Uma oficina; e
- f) Uma mina, um poço de petróleo ou gás, uma pedreira ou qualquer outro local de extracção de recursos naturais.

3 — Um estaleiro de construção ou de montagem bem como as actividades de fiscalização aí exercidas só constituem um estabelecimento estável se a sua duração exceder seis meses.

4 — Não obstante as disposições anteriores deste artigo, a expressão «estabelecimento estável» não compreende:

- a) As instalações utilizadas unicamente para armazenar, expor ou entregar mercadorias pertencentes à empresa;
- b) Um depósito de mercadorias pertencentes à empresa, mantido unicamente para as armazenar, expor ou entregar;
- c) Um depósito de mercadorias pertencentes à empresa, mantido unicamente para serem transformadas por outra empresa;
- d) Uma instalação fixa, mantida unicamente para comprar mercadorias ou reunir informações para a empresa;
- e) Uma instalação fixa, mantida unicamente para exercer, para a empresa, qualquer outra actividade de carácter preparatório ou auxiliar;
- f) Uma instalação fixa, mantida unicamente para o exercício de qualquer combinação das acti-

vidades referidas nas alíneas a) a e), desde que a actividade de conjunto da instalação fixa resultante desta combinação seja de carácter preparatório ou auxiliar.

5 — Não obstante o disposto nos n.ºs 1 e 2, quando uma pessoa — que não seja um agente independente, a que é aplicável o n.º 7 — actue por conta de uma empresa e tenha e habitualmente exerça num Estado Contratante poderes para concluir contratos em nome da empresa, será considerado que esta empresa tem um estabelecimento estável nesse Estado relativamente a qualquer actividade que essa pessoa exerça para a empresa, a não ser que as actividades de tal pessoa se limitem às indicadas no n.º 4, as quais, se fossem exercidas através de uma instalação fixa, não permitiriam considerar esta instalação fixa como um estabelecimento estável, de acordo com as disposições desse número.

6 — Considera-se que uma empresa seguradora de um Estado Contratante tem um estabelecimento estável no outro Estado se, habitualmente, cobrar prémios de seguros no território desse Estado ou segurar riscos aí situados através de um empregado ou de um representante que não se encontre incluído na categoria de pessoas que gozam de um estatuto independente, visadas no n.º 7.

7 — Não se considera que uma empresa tem um estabelecimento num Estado Contratante pelo simples facto de exercer a sua actividade nesse Estado por intermédio de um corretor, de um comissário-geral ou de qualquer outro agente independente, desde que essas pessoas actuem no âmbito normal da sua actividade.

8 — O facto de uma sociedade residente de um Estado Contratante controlar ou ser controlada por uma sociedade residente do outro Estado Contratante ou que aí exerce a sua actividade (quer seja através de um estabelecimento estável, quer de outro modo) não é, por si, bastante para fazer de qualquer dessas sociedades estabelecimento estável da outra.

CAPÍTULO III

Tributação dos rendimentos

Artigo 6.º

Rendimentos dos bens imobiliários

1 — Os rendimentos que um residente de um Estado Contratante aufera de bens imobiliários (incluídos os rendimentos das explorações agrícolas ou florestais) situados no outro Estado Contratante podem ser tributados nesse outro Estado.

2 — A expressão «bens imobiliários» terá o significado que lhe for atribuído pelo direito do Estado Contratante em que tais bens estiverem situados. A expressão compreende sempre os acessórios, o gado e o equipamento das explorações agrícolas e florestais, os direitos a que se apliquem as disposições do direito privado relativas à propriedade de bens imóveis, o usufruto de bens imobiliários e os direitos a retribuições variáveis ou fixas pela exploração ou pela concessão da exploração de jazigos minerais, fontes e outros recursos naturais; os navios e aeronaves não são considerados bens imobiliários.

3 — O disposto no n.º 1 aplica-se aos rendimentos derivados da utilização directa, do arrendamento ou de qualquer outra forma de utilização dos bens imobiliários.

4 — O disposto nos n.ºs 1 e 3 aplica-se igualmente aos rendimentos provenientes dos bens imobiliários de uma empresa e aos rendimentos dos bens imobiliários utilizados para o exercício de profissões independentes.

5 — As disposições anteriores aplicam-se igualmente aos rendimentos derivados dos bens mobiliários que, de acordo com o direito fiscal do Estado Contratante em que tais bens estiverem situados, sejam assimilados aos rendimentos derivados dos bens imobiliários.

Artigo 7.º

Lucros das empresas

1 — Os lucros de uma empresa de um Estado Contratante só podem ser tributados nesse Estado, a não ser que a empresa exerça a sua actividade no outro Estado Contratante por meio de um estabelecimento estável aí situado. Se a empresa exercer a sua actividade deste modo, os seus lucros podem ser tributados no outro Estado, mas unicamente na medida em que forem imputáveis a esse estabelecimento estável.

2 — Quando uma empresa de um Estado Contratante exercer a sua actividade no outro Estado Contratante por meio de um estabelecimento estável aí situado, serão imputados, em cada Estado Contratante, a esse estabelecimento estável os lucros que este obteria se fosse uma empresa distinta que exercesse as mesmas actividades ou actividades similares, nas mesmas condições ou em condições similares, e tratasse com absoluta independência com a empresa de que é estabelecimento estável.

3 — Na determinação do lucro de um estabelecimento estável é permitido deduzir as despesas que tiverem sido feitas para realização dos fins prosseguidos por esse estabelecimento estável, incluindo as despesas de direcção e as despesas gerais de administração, efectuadas com o fim referido, quer no Estado em que esse estabelecimento estável estiver situado quer fora dele.

4 — Se for usual num Estado Contratante determinar os lucros imputáveis a um estabelecimento estável com base numa repartição dos lucros totais da empresa entre as suas diversas partes, a disposição do n.º 2 não impedirá esse Estado Contratante de determinar os lucros tributáveis de acordo com a repartição usual; o método de repartição adoptado deve, no entanto, conduzir a um resultado conforme os princípios enunciados neste artigo.

5 — Nenhum lucro será imputado a um estabelecimento estável pelo facto da simples compra de mercadorias, por esse estabelecimento estável, para a empresa.

6 — Para efeitos dos números precedentes, os lucros a imputar ao estabelecimento estável serão calculados, em cada ano, segundo o mesmo método, a não ser que existam motivos válidos e suficientes para proceder de forma diferente.

7 — Quando os lucros compreendam elementos do rendimento especialmente tratados noutros artigos desta Convenção, as respectivas disposições não serão afectadas pelas disposições deste artigo.

Artigo 8.º

Navegação marítima e aérea

1 — Os lucros provenientes da exploração de navios ou aeronaves no tráfego internacional só podem ser tri-

butados no Estado Contratante em que estiver situada a direcção efectiva da empresa.

2 — Se a direcção efectiva de uma empresa de navegação marítima se situar a bordo de um navio, a direcção efectiva considera-se situada no Estado Contratante em que se encontra o porto onde esse navio estiver registado, ou, na falta de porto de registo, no Estado Contratante de que é residente a pessoa que explora o navio.

3 — O disposto no n.º 1 é aplicável igualmente aos lucros provenientes da participação num *pool*, numa exploração em comum ou num organismo internacional de exploração.

Artigo 9.º

Empresas associadas

1 — Quando:

- a) Uma empresa de um Estado Contratante participar, directa ou indirectamente, na direcção, no controlo ou no capital de uma empresa do outro Estado Contratante; ou
- b) As mesmas pessoas participarem, directa ou indirectamente, na direcção, no controlo ou no capital de uma empresa de um Estado Contratante e de uma empresa do outro Estado Contratante;

e em ambos os casos, as duas empresas, nas suas relações comerciais ou financeiras, estiverem ligadas por condições aceites ou impostas que difiram das que seriam estabelecidas entre empresas independentes, os lucros que, se não existissem essas condições, teriam sido obtidos por uma das empresas, mas não foram por causa dessas condições, podem ser incluídos nos lucros dessa empresa e, consequentemente, tributados.

2 — Quando um Estado Contratante incluir nos lucros de uma empresa deste Estado — e tributar nessa conformidade — os lucros pelos quais uma empresa do outro Estado Contratante foi tributada nesse outro Estado, e os lucros incluídos deste modo constituírem lucros que teriam sido obtidos pela empresa do primeiro Estado, se as condições impostas entre as duas empresas tivessem sido as condições que teriam sido estabelecidas entre empresas independentes, o outro Estado procederá ao ajustamento adequado do montante do imposto aí cobrado sobre os lucros referidos, se esse outro Estado considerar o ajustamento justificado. Na determinação deste ajustamento, serão tomadas em consideração as outras disposições desta Convenção e as autoridades competentes dos Estados Contratantes consultar-se-ão, se necessário.

Artigo 10.º

Dividendos

1 — Os dividendos pagos por uma sociedade residente de um Estado Contratante a um residente do outro Estado Contratante podem ser tributados nesse outro Estado.

2 — Esses dividendos podem, no entanto, ser igualmente tributados no Estado Contratante de que é residente a sociedade que paga os dividendos e de acordo com a legislação desse Estado, mas se a pessoa que recebe os dividendos for o seu beneficiário efectivo, o imposto assim estabelecido não excederá 15% do montante bruto dos dividendos.

As autoridades competentes dos Estados Contratantes estabelecerão, de comum acordo, a forma de aplicar estes limites.

Este número não afecta a tributação da sociedade pelos lucros dos quais os dividendos são pagos.

3 — O termo «dividendos», usado neste artigo, significa os rendimentos provenientes de acções, acções ou bónus de fruição, partes de minas, partes de fundadores ou outras partes beneficiárias, com excepção dos créditos, assim como os rendimentos de outras participações sociais sujeitos ao mesmo regime fiscal que os rendimentos de acções pela legislação do Estado de que é residente a sociedade que os distribui.

O termo «dividendos» inclui também, relativamente a Portugal, os lucros atribuídos ou pagos em virtude de um contrato de participação nos lucros (associação em participação).

4 — O disposto nos n.ºs 1 e 2 não é aplicável se o beneficiário efectivo dos dividendos, residente de um Estado Contratante, exercer, no outro Estado Contratante de que é residente a sociedade que paga os dividendos, uma actividade industrial ou comercial por meio de um estabelecimento estável aí situado, ou uma profissão independente, por meio de uma instalação fixa aí situada, e a participação relativamente à qual os dividendos são pagos estiver efectivamente ligada a esse estabelecimento estável ou a essa instalação fixa. Neste caso, são aplicáveis as disposições do artigo 7.º ou do artigo 14.º, consoante o caso.

5 — Quando uma sociedade residente de um Estado Contratante obtiver lucros ou rendimentos provenientes do outro Estado Contratante, este outro Estado não poderá exigir nenhum imposto sobre os dividendos pagos pela sociedade, excepto na medida em que esses dividendos forem pagos a um residente desse outro Estado ou na medida em que a participação relativamente à qual os dividendos são pagos estiver efectivamente ligada a um estabelecimento estável ou a uma instalação fixa situados nesse outro Estado, nem sujeitar os lucros não distribuídos da sociedade a um imposto sobre os lucros não distribuídos, mesmo que os dividendos pagos ou os lucros não distribuídos consistam, total ou parcialmente, em lucros ou rendimentos provenientes desse outro Estado.

Artigo 11.º

Juros

1 — Os juros provenientes de um Estado Contratante e pagos a um residente do outro Estado Contratante podem ser tributados nesse outro Estado.

2 — No entanto, esses juros podem ser igualmente tributados no Estado Contratante de que provêm e de acordo com a legislação desse Estado, mas se a pessoa que recebe os juros for o seu beneficiário efectivo, o imposto assim estabelecido não excederá 15 % do montante bruto dos juros.

As autoridades competentes dos Estados Contratantes estabelecerão, de comum acordo, a forma de aplicar estes limites.

3 — O termo «juros», usado neste artigo, significa os rendimentos de créditos de qualquer natureza com ou sem garantia hipotecária ou com direito ou não a participar nos lucros do devedor, e nomeadamente os rendimentos da dívida pública e de obrigações de empréstimos, incluindo prémios atinentes a esses títulos. Para efeitos deste artigo, não se consideram juros as penalizações por pagamento tardio.

4 — O disposto nos n.ºs 1 e 2 não é aplicável se o beneficiário efectivo dos juros, residente de um Estado Contratante, exercer, no outro Estado Contratante de que provêm os juros, uma actividade industrial ou comercial por meio de um estabelecimento estável aí situado, ou uma profissão independente, por meio de uma instalação fixa aí situada, e o crédito relativamente ao qual os juros são pagos estiver efectivamente ligado a esse estabelecimento estável ou a essa instalação fixa. Neste caso, são aplicáveis as disposições do artigo 7.º ou do artigo 14.º, consoante o caso.

5 — Os juros consideram-se provenientes de um Estado Contratante quando o devedor for esse mesmo Estado, uma sua subdivisão política ou administrativa, uma sua autarquia local ou um residente desse Estado. Todavia, quando o devedor dos juros, seja ou não residente de um Estado Contratante, tiver num Estado Contratante um estabelecimento estável ou uma instalação fixa em relação com os quais haja sido contraída a obrigação pela qual os juros são pagos e esse estabelecimento estável ou essa instalação fixa suporte o pagamento desses juros, tais juros são considerados provenientes do Estado Contratante em que o estabelecimento estável ou a instalação fixa estiverem situados.

6 — Quando, devido a relações especiais existentes entre o devedor e o beneficiário efectivo ou entre ambos e qualquer outra pessoa, o montante dos juros pagos, tendo em conta o crédito pelo qual são pagos, exceder o montante que seria acordado entre o devedor e o beneficiário efectivo na ausência de tais relações, as disposições deste artigo são aplicáveis apenas a este último montante. Neste caso, o excesso pode continuar a ser tributado de acordo com a legislação de cada Estado Contratante, tendo em conta as outras disposições desta Convenção.

Artigo 12.º

Redevances

1 — As *redevances* provenientes de um Estado Contratante e pagas a um residente do outro Estado Contratante podem ser tributadas nesse outro Estado.

2 — Todavia, essas *redevances* podem ser igualmente tributadas no Estado Contratante de que provêm e de acordo com a legislação desse Estado, mas se a pessoa que recebe as *redevances* for o seu beneficiário efectivo, o imposto assim estabelecido não excederá 10 % do montante bruto das *redevances*.

As autoridades competentes dos Estados Contratantes estabelecerão, de comum acordo, a forma de aplicar este limite.

3 — O termo «*redevances*», usado neste artigo, significa as retribuições de qualquer natureza pagas pelo uso ou pela concessão do uso de um direito de autor sobre uma obra literária, artística ou científica, incluindo os filmes cinematográficos, bem como os filmes ou gravações para transmissão pela rádio e televisão, de uma patente, de uma marca de fabrico ou de comércio, de um desenho ou de um modelo, de um plano, de uma fórmula ou de um processo secretos, bem como pelo uso ou pela concessão do uso de um equipamento industrial, comercial ou científico e por informações respeitantes a uma experiência adquirida no sector industrial, comercial ou científico.

O termo «*redevances*» significa também as remunerações pagas como contrapartida pela assistência técnica

ou estudos técnicos ou económicos em relação, com o uso ou a concessão do uso dos direitos, bens e informações mencionadas neste número.

4 — O disposto nos n.ºs 1 e 2 não é aplicável se o beneficiário efectivo das *redevances*, residente de um Estado Contratante, exercer, no outro Estado Contratante de que provêm as *redevances*, uma actividade industrial ou comercial por meio de um estabelecimento estável aí situado, ou uma profissão independente, por meio de uma instalação fixa aí situada, e o direito ou bem relativamente ao qual as *redevances* são pagas estiver efectivamente ligado a esse estabelecimento estável ou a essa instalação fixa. Neste caso, são aplicáveis as disposições do artigo 7.º ou do artigo 14.º, consoante o caso.

5 — As *redevances* consideram-se provenientes de um Estado Contratante quando o devedor for esse próprio Estado, uma sua subdivisão política ou administrativa, uma sua autarquia local ou um residente desse Estado. Todavia, quando o devedor das *redevances*, seja ou não residente de um Estado Contratante, tiver num Estado Contratante um estabelecimento estável ou uma instalação fixa em relação com os quais haja sido concluído o contrato que dá origem ao pagamento das *redevances* e esse estabelecimento estável ou essa instalação fixa suportem o pagamento dessas *redevances*, tais *redevances* são consideradas provenientes do Estado Contratante em que o estabelecimento estável ou a instalação fixa estiverem situados.

6 — Quando, devido a relações especiais existentes entre o devedor e o beneficiário efectivo das *redevances* ou entre ambos e qualquer outra pessoa, o montante das *redevances*, tendo em conta a prestação pela qual são pagas, exceder o montante que seria acordado entre o devedor e o beneficiário efectivo, na ausência de tais relações, as disposições deste artigo são aplicáveis apenas a este último montante. Neste caso, o excesso pode continuar a ser tributado de acordo com a legislação de cada Estado Contratante, tendo em conta as outras disposições desta Convenção.

Artigo 13.º

Mais-valias

1 — Os ganhos que um residente de um Estado Contratante aufera da alienação de bens imobiliários considerados no artigo 6.º e situados no outro Estado Contratante podem ser tributados nesse outro Estado.

2 — Os ganhos provenientes da alienação de bens mobiliários que façam parte do activo de um estabelecimento estável que uma empresa de um Estado Contratante tenha no outro Estado Contratante ou de bens mobiliários afectos a uma instalação fixa de que um residente de um Estado Contratante disponha no outro Estado Contratante para o exercício de uma profissão independente, incluindo os ganhos provenientes da alienação desse estabelecimento estável (isolado ou com o conjunto da empresa) ou dessa instalação fixa, podem ser tributados nesse outro Estado.

3 — Os ganhos provenientes da alienação de navios ou aeronaves utilizados no tráfego internacional ou de bens mobiliários afectos à exploração desses navios ou aeronaves só podem ser tributados no Estado Contratante em que estiver situada a direcção efectiva da empresa.

4 — Os ganhos provenientes da alienação de quaisquer outros bens diferentes dos mencionados nos n.ºs 1, 2 e 3 só podem ser tributados no Estado Contratante de que o alienante é residente.

Artigo 14.º

Profissões independentes

1 — Os rendimentos obtidos por um residente de um Estado Contratante pelo exercício de uma profissão liberal ou de outras actividades de carácter independente só podem ser tributados nesse Estado. Esses rendimentos podem, porém, ser tributados no outro Estado Contratante nos seguintes casos:

- a) Se esse residente dispuser, de forma habitual, no outro Estado Contratante de uma instalação fixa para o exercício das suas actividades. Neste caso, podem ser tributados no outro Estado Contratante unicamente os rendimentos que forem imputáveis a essa instalação fixa;
- b) Se esse residente permanecer no outro Estado Contratante durante um período ou períodos que, no ano fiscal em causa, atinjam ou excedam, no total, 183 dias.

2 — A expressão «profissão liberal» abrange, em especial, as actividades independentes de carácter científico, literário, artístico, educativo ou pedagógico, bem como as actividades independentes de médicos, advogados, engenheiros, arquitectos, dentistas e contabilistas.

Artigo 15.º

Profissões dependentes

1 — Com ressalva do disposto nos artigos 16.º, 18.º, 19.º e 20.º, os salários, ordenado e remunerações similares obtidos de um emprego por um residente de um Estado Contratante só podem ser tributados nesse Estado, a não ser que o emprego seja exercido no outro Estado Contratante. Se o emprego for aí exercido, as remunerações correspondentes podem ser tributadas nesse outro Estado.

2 — Não obstante o disposto no n.º 1, as remunerações obtidas por um residente de um Estado Contratante de um emprego exercido no outro Estado Contratante só podem ser tributadas no Estado primeiramente mencionado se:

- a) O beneficiário permanecer no outro Estado durante um período ou períodos que, no ano fiscal em causa, não excedam, no total, 183 dias;
- b) As remunerações forem pagas por uma entidade patronal ou em nome de uma entidade patronal que não seja residente do outro Estado; e
- c) As remunerações não forem suportadas por um estabelecimento estável ou por uma instalação fixa que a entidade patronal tenha no outro Estado.

3 — Não obstante as disposições anteriores deste artigo, as remunerações de um emprego exercido a bordo de um navio ou de uma aeronave explorados no tráfego internacional podem ser tributadas no Estado Contratante em que estiver situada a direcção efectiva da empresa.

Artigo 16.º**Percentagens de membros de conselhos**

As percentagens, senhas de presença e outras remunerações similares obtidas por um residente de um Estado Contratante na qualidade de membro do conselho de administração ou do conselho fiscal de uma sociedade residente do outro Estado Contratante podem ser tributadas nesse outro Estado.

Artigo 17.º**Artistas e desportistas**

1 — Não obstante o disposto nos artigos 14.º e 15.º, os rendimentos obtidos por um residente de um Estado Contratante na qualidade de profissional de espectáculos, tal como artista de teatro, cinema, rádio ou televisão, ou músico, bem como de desportista, provenientes das suas actividades pessoais exercidas, nessa qualidade, no outro Estado Contratante, podem ser tributados nesse outro Estado.

2 — Não obstante o disposto nos artigos 7.º, 14.º e 15.º, os rendimentos da actividade exercida pessoalmente pelos profissionais de espectáculos ou desportistas, nessa qualidade, atribuídos a uma outra pessoa, podem ser tributados no Estado Contratante em que são exercidas essas actividades dos profissionais de espectáculos ou dos desportistas.

Artigo 18.º**Pensões**

Com ressalva do disposto no n.º 2 do artigo 19.º, as pensões e remunerações similares pagas a um residente de um Estado Contratante em consequência de um emprego anterior só podem ser tributadas nesse Estado.

Artigo 19.º**Funções públicas**

1 — *a)* As remunerações, excluindo as pensões, pagas por um Estado Contratante ou por uma sua subdivisão política ou administrativa ou autarquia local a uma pessoa singular, em consequência de serviços prestados a esse Estado ou a essa subdivisão ou autarquia, só podem ser tributadas nesse Estado.

b) Essas remunerações só podem, contudo, ser tributadas no outro Estado Contratante se os serviços forem prestados neste Estado e se a pessoa singular for um residente deste Estado:

- i)* Que possui a nacionalidade deste Estado; ou
- ii)* Que não se tornou seu residente unicamente para o efeito de prestar os ditos serviços.

2 — *a)* As pensões pagas por um Estado Contratante ou por uma sua subdivisão política ou administrativa ou autarquia local, quer directamente, quer através de fundos por elas constituídos, a uma pessoa singular, em consequência de serviços prestados a esse Estado ou a essa subdivisão ou autarquia, só podem ser tributados nesse Estado.

b) Estas pensões só podem, contudo, ser tributadas no outro Estado Contratante se a pessoa singular for residente e nacional desse Estado.

3 — O disposto nos artigos 15.º, 16.º e 18.º aplica-se às remunerações e às pensões pagas em consequência de serviços prestados em relação com uma actividade industrial ou comercial exercida por um Estado Contratante ou por uma sua subdivisão política ou administrativa ou autarquia local.

Artigo 20.º**Estudantes e estagiários**

1 — Um residente de um dos Estados Contratantes que permanece no outro Estado exclusivamente:

- a)* Na qualidade de estudante inscrito numa universidade, colégio ou escola desse outro Estado;
- b)* Na qualidade de aprendiz do comércio ou da indústria;
- c)* Ou como beneficiário de uma bolsa, de uma subvenção ou de um subsídio a título remuneratório pago por uma instituição religiosa, de beneficência, científica ou pedagógica e cujo objectivo essencial é o de lhe permitir prosseguir os estudos ou investigação;

fica isento de imposto neste outro Estado relativamente às importâncias que recebe do estrangeiro com vista à sua manutenção, estudos ou formação, a qualquer bolsa de que seja titular ou relativamente a qualquer importância recebida como remuneração de uma actividade lucrativa dependente que exerce neste outro Estado com o propósito de adquirir formação prática, durante um período de cinco anos e até ao limite de US\$ 5000 por ano ou o seu equivalente na moeda de um dos Estados Contratantes.

2 — Uma pessoa singular residente de um dos Estados Contratantes que permanece no outro Estado Contratante na qualidade de empregado de uma empresa do primeiro Estado ou de uma das organizações visadas na alínea *c)* do n.º 1 do presente artigo, ou em virtude de um contrato celebrado com a referida empresa ou organização unicamente para adquirir experiência técnica ou profissional ou experiência dos negócios junto de outra pessoa que não seja a referida empresa ou organização, fica isenta de imposto neste outro Estado relativamente à retribuição que receba durante um ano e até ao limite de um montante equivalente na moeda de um dos Estados Contratantes a US\$ 5000.

Artigo 21.º**Outros rendimentos**

1 — Os elementos do rendimento de um residente de um Estado Contratante e donde quer que provenham, não tratados nos artigos anteriores desta Convenção, só podem ser tributados nesse Estado.

2 — O disposto no n.º 1 não se aplica ao rendimento, que não seja rendimento de bens imobiliários como são definidos no n.º 2 do artigo 6.º, quando o beneficiário desse rendimento, residente de um Estado Contratante, exerce no outro Estado Contratante uma actividade industrial ou comercial por meio de um estabelecimento estável nele situado ou uma profissão independente através de uma instalação fixa nele situada, estando o direito ou o bem, em relação ao qual o rendimento é pago efectivamente, ligado com esse estabelecimento estável ou instalação fixa. Neste caso, são aplicáveis as disposições do artigo 7.º ou do artigo 14.º, consoante o caso.

CAPÍTULO IV

Métodos para eliminar a dupla tributação

Artigo 22.º

Eliminação da dupla tributação

1 — Quando um residente de um Estado Contratante obtiver rendimentos que, de acordo com o disposto nesta Convenção, possam ser tributados no outro Estado Contratante, o primeiro Estado mencionado deduzirá do imposto sobre os rendimentos desse residente uma importância igual ao imposto sobre o rendimento pago nesse outro Estado. A importância deduzida não poderá, contudo, exceder a fracção do imposto sobre o rendimento, calculado antes da dedução, correspondente aos rendimentos que podem ser tributados nesse outro Estado.

2 — a) Relativamente ao artigo 7.º, para efeitos da aplicação do n.º 1, a expressão «o imposto sobre o rendimento pago nesse outro Estado» inclui todo e qualquer imposto que teria sido pago nesse Estado Contratante, se não tivesse sido isento, deduzido ou reduzido temporariamente por força da legislação em vigor nesse Estado Contratante, que tenha em vista promover o desenvolvimento económico.

b) Relativamente ao n.º 2 do artigo 10.º, para efeitos da aplicação do n.º 1, a expressão «o imposto sobre o rendimento pago nesse outro Estado» inclui todo e qualquer imposto que teria sido pago nesse Estado Contratante, se não tivesse sido isento, deduzido ou reduzido temporariamente por força da legislação em vigor nesse Estado Contratante. Esta dedução não poderá exceder o montante correspondente à aplicação da taxa prevista no n.º 2 do artigo 10.º

Este regime não é aplicável aos dividendos pagos por uma sociedade residente da Tunísia a uma sociedade residente de Portugal durante o período de tempo em que esta sociedade beneficia da dedução à base tributável de 95 % desses dividendos, em conformidade com a legislação fiscal de Portugal.

3 — Quando, de acordo com o disposto nesta Convenção, o rendimento obtido por um residente de um Estado Contratante for isento de imposto neste Estado, este Estado poderá, não obstante, ao calcular o quantitativo do imposto sobre os restantes rendimentos desse residente, ter em conta o rendimento isento.

CAPÍTULO V

Disposições especiais

Artigo 23.º

Não discriminação

1 — Os nacionais de um Estado Contratante não ficarão sujeitos no outro Estado Contratante a nenhuma tributação ou obrigação com ela conexa diferente ou mais gravosa do que aquelas a que estejam ou possam estar sujeitos os nacionais desse outro Estado que se encontrem na mesma situação, em especial no que se refere à residência. Não obstante o estabelecido no artigo 1.º, esta disposição aplicar-se-á também às pessoas que não são residentes de um ou de ambos os Estados Contratantes.

2 — A tributação de um estabelecimento estável que uma empresa de um Estado Contratante tenha no outro Estado Contratante não será nesse outro Estado menos favorável do que a das empresas desse outro Estado que exerçam as mesmas actividades. Esta disposição não poderá ser interpretada no sentido de obrigar um Estado Contratante a conceder aos residentes do outro Estado Contratante as deduções pessoais, abatimentos e reduções para efeitos fiscais atribuídos em função do estado civil ou encargos familiares concedidos aos seus próprios residentes.

3 — Salvo se for aplicável o disposto no n.º 1 do artigo 9.º, no n.º 6 do artigo 11.º ou no n.º 6 do artigo 12.º, os juros, *redevances* e outras despesas pagas por uma empresa de um Estado Contratante a um residente do outro Estado Contratante serão dedutíveis, para efeitos da determinação do lucro tributável de tal empresa, como se fossem pagas a um residente do primeiro Estado mencionado.

4 — As empresas de um Estado Contratante cujo capital, total ou parcialmente, directa ou indirectamente, seja possuído ou controlado por um ou mais residentes do outro Estado Contratante não ficarão sujeitas, no primeiro Estado mencionado, a nenhuma tributação ou obrigação com ela conexa diferente ou mais gravosa do que aquelas a que estejam ou possam estar sujeitas as empresas similares desse primeiro Estado.

Artigo 24.º

Procedimento amigável

1 — Quando uma pessoa considerar que as medidas tomadas por um Estado Contratante ou por ambos os Estados Contratantes conduzem ou poderão conduzir, em relação a si, a uma tributação não conforme com o disposto nesta Convenção, poderá, independentemente dos recursos estabelecidos pela legislação nacional desses Estados, submeter o seu caso à autoridade competente do Estado Contratante de que é residente ou, se o seu caso está compreendido no n.º 1 do artigo 23.º, à do Estado Contratante de que é nacional. O caso deverá ser apresentado dentro de dois anos a contar da data da primeira comunicação da medida que der causa à tributação não conforme com o disposto na Convenção.

2 — Essa autoridade competente, se a reclamação se lhe afigurar fundada e não estiver em condições de lhe dar uma solução satisfatória, esforçar-se-á por resolver a questão através de acordo amigável com a autoridade competente do outro Estado Contratante, a fim de evitar a tributação não conforme com a Convenção.

3 — As autoridades competentes dos Estados Contratantes esforçar-se-ão por resolver, através de acordo amigável, as dificuldades ou as dúvidas a que possa dar lugar a interpretação ou a aplicação da Convenção. Poderão também consultar-se a fim de eliminar a dupla tributação em casos não previstos pela Convenção.

4 — As autoridades competentes dos Estados Contratantes poderão comunicar directamente entre si a fim de chegarem a acordo nos termos indicados nos números anteriores. Se se afigurar que tal acordo poderá ser facilitado por trocas de impressões orais, essas trocas de impressões poderão efectuar-se no seio de uma comissão composta por representantes das autoridades competentes dos Estados Contratantes.

Artigo 25.º

Troca de informações

1 — As autoridades competentes dos Estados Contratantes trocarão entre si as informações necessárias para aplicar as disposições desta Convenção ou as da legislação interna dos Estados Contratantes relativas aos impostos abrangidos por esta Convenção, na medida em que a tributação nelas prevista não seja contrária a esta Convenção. A troca de informações não é restringida pelo disposto no artigo 1.º As informações obtidas por um Estado Contratante serão consideradas secretas, do mesmo modo que as informações obtidas com base na legislação interna desse Estado, e só poderão ser comunicadas às pessoas ou autoridades (incluindo tribunais e autoridades administrativas) encarregadas do lançamento ou cobrança dos impostos abrangidos por esta Convenção, ou dos procedimentos declarativos ou executivos relativos a estes impostos, ou da decisão de recursos referentes a estes impostos. Essas pessoas ou autoridades utilizarão as informações assim obtidas apenas para os fins referidos. Essas informações poderão ser reveladas no decurso de audiências públicas de tribunais ou de decisão judicial.

2 — O disposto no n.º 1 nunca poderá ser interpretado no sentido de impor a um Estado Contratante a obrigação:

- a) De tomar medidas administrativas contrárias à sua legislação e à sua prática administrativa ou às do outro Estado Contratante;
- b) De fornecer informações que não possam ser obtidas com base na sua legislação ou no âmbito da sua prática administrativa normal ou das do outro Estado Contratante;
- c) De transmitir informações reveladoras de segredos comerciais, industriais ou profissionais, ou processos comerciais ou informações cuja comunicação seja contrária à ordem pública.

Artigo 26.º

Agentes diplomáticos e funcionários consulares

O disposto na presente Convenção não prejudicará os privilégios fiscais de que beneficiem os agentes diplomáticos ou os funcionários consulares em virtude de regras gerais de direito internacional ou de disposições de acordos especiais.

Artigo 27.º

Outras disposições

O disposto na presente Convenção não será em caso algum interpretado como limitando as isenções, abatimentos, deduções, créditos ou qualquer outro tipo de desagravamento que seja ou venha a ser acordado:

- a) Pela legislação de um Estado Contratante para efeitos da determinação do imposto cobrado por este Estado; ou
- b) Por um acordo especial celebrado por um Estado Contratante.

CAPÍTULO VI

Disposições finais

Artigo 28.º

Entrada em vigor

1 — A presente Convenção será ratificada e os instrumentos da ratificação serão trocados em Túnis o mais cedo possível.

2 — A Convenção entrará em vigor um mês após a troca dos instrumentos de ratificação e as suas disposições serão aplicáveis pela primeira vez:

- a) Aos impostos devidos na fonte cujo facto gerador surja depois de 31 de Dezembro do ano da troca dos instrumentos de ratificação;
- b) Aos demais impostos sobre o rendimento respeitantes aos períodos de tributação com início após 31 de Dezembro do ano da troca dos instrumentos de ratificação.

Artigo 29.º

Denúncia

A presente Convenção permanecerá em vigor enquanto não for denunciada por um Estado Contratante. Qualquer dos Estados Contratantes pode denunciar a Convenção por via diplomática, mediante aviso prévio mínimo de seis meses antes do termo de qualquer ano civil a contar do 5.º ano subsequente ao ano da troca dos instrumentos de ratificação. Nesse caso, a Convenção deixará de se aplicar:

- a) Aos impostos devidos na fonte cujo facto gerador surja após 31 de Dezembro do ano da denúncia;
- b) Aos outros impostos sobre o rendimento respeitantes aos períodos de tributação com início após 31 de Dezembro do ano da denúncia.

Em testemunho do qual os signatários, devidamente autorizados para o efeito pelos Governos respectivos, assinaram a presente Convenção.

Feito em Lisboa, aos 24 dias do mês de Fevereiro de 1999, em dois originais, nas línguas francesa, portuguesa e árabe, fazendo os três textos igualmente fé. Em caso de litígio, prevalecerá o texto em língua francesa.

Pelo Governo da República Portuguesa:



Pelo Governo da República da Tunísia:



اتفاقية

بين الجمهورية البرتغالية

و

الجمهورية التونسية

بشأن تفادي الإزدواج الضريبي في مادة الضرائب على الدخل

إن حكومة الجمهورية البرتغالية

و

حكومة الجمهورية التونسية

رغبة منهما في إبرام اتفاقية لتفادي الإزدواج الضريبي

في مادة الضرائب على الدخل ، قد اتفقتا على الأحكام التالية :

الباب الأول

ميدان تطبيق الاتفاقية

الفصل 1

الأشخاص المعنيون

تطبق هذه الاتفاقية على الأشخاص المقيمين في دولة متعاقدة أو في كلتا الدولتين المتعاقبتين .

الفصل 2

الضرائب المعنية

1. تطبق هذه الاتفاقية على الضرائب على الدخل المستخلصة لفائدة دولة متعاقدة أو فروعها السياسية أو الإدارية أو جماعاتها المحلية كيفما كانت طريقة الإستخلاص .
2. تعتبر كضرائب على الدخل ، الضرائب المستخلصة على الدخل الجملي أو على عناصر الدخل بما في ذلك الضرائب على الأرباح المتأتية من التفويت في الأملاك المنقولة أو الأملاك العقارية وكذلك الضرائب على القيمة الزائدة .
3. إن الضرائب الحالية التي تطبق عليها هذه الاتفاقية هي :

(أ) بالنسبة للبرتغال :

- (1) الضريبة على دخل الأشخاص الطبيعيين ،
- (2) الضريبة على دخل الأشخاص المعنويين ،
- (3) الضريبة المحلية على الضريبة على دخل الأشخاص المعنويين

(المشار إليها فيما بعد « بالضريبة البرتغالية ») .

(ب) بالنسبة لتونس :

- (1) الضريبة على دخل الأشخاص الطبيعيين ؛
- (2) الضريبة على الشركات ؛

(المشار إليها فيما بعد « بالضريبة التونسية ») .

- 4 . تنطبق الاتفاقية أيضا على الضرائب من نوع مماثل أو مشابه المحدث بعد تاريخ التوقيع على الاتفاقية والتي يمكن أن تضاف للضرائب الحالية أو تعوضها . وتبلغ السلط المختصة التابعة للدولتين المتعاقبتين لبعضها البعض التصويرات الهامة المدخلة على تشريعاتها الجبائية .

الباب الثاني

تعريف

الفصل 3

تعريف عامة

- 1 . حسب مفهوم هذه الاتفاقية ما لم يفرض السياق تأويلا مخالفا :

(أ) تعني عبارة « دولة متعاقدة » و « الدولة المتعاقدة الأخرى » حسب السياق البرتغال أو تونس .

(ب) تعني لفظة « البرتغال » تراب الجمهورية البرتغالية الموجود على القارة الأوربية وأرخبيل أسور ومادير « LES ARCHIPELS DES AÇORES ET MADERE » والمياه الإقليمية وكذلك بقية المناطق التي يمكن للبرتغال طبقا للقانون البرتغالي والقانون الدولي أن تباشر داخلها حقوق السيادة لغاية استكشاف واستغلال الموارد الطبيعية المتعلقة بظهر البحر وما تحته والمياه الحاذية له .

(ج) تعني لفظة « تونس » تراب الجمهورية التونسية بما في ذلك المناطق الحاذية للمياه الإقليمية للبلاد التونسية والتي ، وفقا للقانون الدولي ، يمكن للدولة التونسية أن تباشر داخلها الحقوق المتعلقة بظهر البحر ، وما تحته و مواردها الطبيعية ،

(د) تشمل لفظة « شخص » الأشخاص الطبيعيين والشركات وكل مجموعات الأشخاص الأخرى ؛

(هـ) تعني لفظة « شركة » كل شخص معنوي أو كل كيان يعتبر بمثابة شخص معنوي قصد توظيف الضريبة ؛

(و) تعني عبارة « مؤسسة تابعة لدولة متعاقدة » و « مؤسسة تابعة للدولة المتعاقدة الأخرى » على التوالي مؤسسة يستغلها مقيم بدولة متعاقدة ومؤسسة مستغلة من طرف مقيم في الدولة المتعاقدة الأخرى ؛

(ز) تعني عبارة « النقل الدولي » كل نقل يتم بواسطة سفينة أو طائرة مستغلة من طرف مؤسسة يوجد مقر إدارتها الفعلية بدولة متعاقدة ، إلا إذا كانت السفينة أو الطائرة مستغلة بين نقاط توجد داخل الدولة المتعاقدة الأخرى ؛

(ح) تعني عبارة « مواطنون » كل الأشخاص الطبيعيين الذين يحملون جنسية دولة متعاقدة وكل الأشخاص المعنويين وشركات الأشخاص والجمعيات والهيئات الأخرى المكونة طبقا لتشريع دولة متعاقدة ؛

(ط) تعني عبارة « السلطة المختصة » :

(2) بالنسبة للبرتغال ، وزير المالية أو المدير العام للضرائب أو ممثلوهم المرخص لهم في ذلك ؛

(1) بالنسبة لتونس ، وزير المالية أو ممثله المرخص له في ذلك .

2. لتطبيق أحكام الاتفاقية من طرف دولة متعاقدة ، كل عبارة لم تعرف بالاتفاقية لها المعنى الذي يخصه لها تشريع هذه الدولة المتعلق بالضرائب التي تنطبق عليها الاتفاقية ، إلا إذا إقتضى السياق تأويلا مخالفا لذلك .

الفصل 4

المقيم

1. حسب مفهوم هذه الاتفاقية ، تعني عبارة « مقيم بدولة متعاقدة » كل شخص يخضع للضريبة بهذه الدولة بمقتضى تشريع هذه الدولة وذلك بحكم مقره

أو محل إقامة أو مقر إدارته أو بحكم كل مقياس آخر مماثل. غير أن هذه العبارة لا تشمل الأشخاص الذين لا يخضعون للضريبة في هذه الدولة إلا بعنوان المداخل المحقة من مصادر موجودة بهذه الدولة .

كذلك ، فإن عبارة «مقيم بدولة متعاقدة» تشمل أيضا كل الأشخاص المعنويين والهيئات التي يقع مقرها أو إدارتها الفعلية في هذه الدولة والذين يخضعون إلى نظام جباي شفاف .

2. إذا اعتبر شخص طبيعي وفقا لأحكام الفقرة 1 مقيما بكل من الدولتين المتعاقدين ، تقع تسوية وضعيته على النحو التالي :

(أ) يعتبر هذا الشخص مقيما بالدولة التي يكون له فيها مسكن دائم تحت تصرفه ، أمّا إذا كان له مسكن دائم في كلتا الدولتين ، فيعتبر مقيما بالدولة المتعاقدة التي له بها علاقات شخصية و اقتصادية أو ثق (مركز المصالح الحيوية) :

(ب) إذا تعذر تحديد الدولة التي يوجد فيها مركز المصالح الحيوية أو في حالة عدم وجود مسكن دائم تحت تصرفه في أي من الدولتين ، يعتبر مقيما بالدولة التي يقيم بها عادة :

(ج) إذا كان هذا الشخص يقيم عادة بكلتا الدولتين أو إذا لم يكن يقيم عادة بأي منهما ، يعتبر مقيما بالدولة التي يحمل جنسيتها :

(د) إذا كان هذا الشخص يحمل جنسية كلتا الدولتين أو لم يكن يحمل جنسية أي منهما ، تبت السط المختصة بالدولتين المتعاقدين في المسألة بإتفاق مشترك .

3. إذا اعتبر شخص من غيرالأشخاص الطبيعيين مقيما بكلتا الدولتين المتعاقدين ، وفقا لأحكام الفقرة الأولى فإنه يعد مقيما بالدولة المتعاقدة التي يوجد فيها مقر إدارته الفعلية .

الفصل 5

المنشأة الدائمة

1. حسب مفهوم هذه الاتفاقية ، تعني عبارة «المنشأة الدائمة» المركز الثابت للأعمال الذي تباشر بواسطته المؤسسة كل نشاطها أو جزءا منه .

2. تشمل عبارة «المنشأة الدائمة» خصوصا :

- مقر الإدارة ؛
- الفرع ؛
- المكتب ؛
- المصنع ؛
- الورشنة ؛ و
- النجم أو بشر البترول أو الغاز أو مقطع الجارة أو كل مكان آخر لإستخراج الموارد الطبيعية .

3. لا تعتبر حضيرة البناء أو التركيب أو أنشطة المراقبة المتعلقة بها ، منشأة دائمة إلا إذا فاقت مدتها ستة أشهر .

4. بصرف النظر عن الأحكام السابقة لهذا الفصل ، لايعتبر أن هناك «منشأة دائمة» إذا :

- إستعملت تجهيزات فقط لغرض تخزين أو عرض أو تسليم بضائع تملكها المؤسسة ؛
- أودعت بضائع تملكها المؤسسة فقط لغرض تخزينها أو عرضها أو تسليمها ؛
- أودعت بضائع تملكها المؤسسة فقط لغرض تحويلها من طرف مؤسسة أخرى ؛
- إستعمل مركز ثابت للأعمال فقط لغرض شراء بضائع أو جمع معلومات للمؤسسة ؛
- استعمل مركز ثابت للأعمال فقط لغرض ممارسة كل نشاط آخر للمؤسسة ذا صبغة تهديدية أو إضافية ؛

(ن) إستعمل مركز ثابت للأعمال فقط لغرض ممارسة الأنشطة المشار إليها بالفقرات (أ إلى هـ) شريطة أن يكون للنشاط الجملي للمركز الثابت للأعمال الناتج عن جمع كل هذه الأنشطة صبغة تهديدية أو إضافية.

5. بصرف النظر عن أحكام الفقرتين 1 و 2 ، إذا كان شخص فيما عدا الشخص الذي يتمتع بوضعية مستقلة الذي تنطبق عليه الفقرة 7 ، يعمل لحساب مؤسسة و يتمتع في دولة متعاقدة بسلط يمارسها عادة وتسمح له بإبرام العقود باسم المؤسسة فإنّ هذه المؤسسة تعتبر أن لها منشأة دائمة في هذه الدولة المتعاقدة بالنسبة لكل الأنشطة التي يقوم بها هذا الشخص لحسابها إلا إذا كانت أنشطة هذا الشخص تقتصر على الأنشطة المشار إليها بالفقرة 4 والتي إذا تمت ممارستها من خلال مركز ثابت للأعمال لا تسمح باعتبار هذا المركز كمنشأة دائمة حسب أحكام هذه الفقرة .

6. تعتبر مؤسسة تأمين تابعة لدولة متعاقدة أن لها منشأة دائمة بالدولة الأخرى، إذا استخلصت بتراب هذه الدولة بصفة اعتيادية أقساط تأمين أو أمنت أخطارا قد تحدث بهذه الدولة بواسطة عون أو بواسطة ممثل لا يدخل ضمن صنف الأشخاص المتمتعين بوضعية مستقلة المشار إليهم بالفقرة 7 المالية .

7. لا يعتبر أن المؤسسة تابعة لدولة متعاقدة منشأة دائمة في الدولة المتعاقدة الأخرى لجرد ممارستها لنشاطها بهذه الدولة بواسطة سمسار أو وكيل عام أو أي عون آخر له وضع مستقل شريطة أن يعمل هؤلاء الأشخاص في نطاق نشاطهم العادي .

8. إنّ مجرد كون شركة مقيمة بدولة متعاقدة تراقب أو تكون مراقبة من قبل شركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى أو تمارس نشاطها داخل هذه الدولة (سواء بواسطة منشأة دائمة أم لا) لا يكفي في حد ذاته لجعل من أيهما منشأة دائمة للأخرى .

الباب الثالث

توظيف الضريبة على المداخل

الفصل 6

مداخل الأملاك العقارية

1. تخضع المداخل التي يستمدّها مقيم بدولة متعاقدة من أملاك عقارية (بما في ذلك مداخل الاستغلال الفلاحية أو الغابية) موجودة بالدولة المتعاقدة الأخرى للضريبة في هذه الدولة الأخرى .

2. تعرف عبارة «الأملاك العقارية» حسب قانون الدولة المتعاقدة التي توجد بها الأملاك المعنية . وتشمل العبارة في جميع الحالات التبعات للأملاك العقارية والمباشية التابعة للاستغلال الفلاحية والغابية والحقوق التي تنطبق عليها أحكام القانون الخاص المتعلقة بالملكية العقارية وحق الإنتفاع بالأملاك العقارية والصقوقي استخلاصات عائدات متغيرة أو ثابتة المتعلقة باستغلال أوإسناد إستغلال المناجم المعدنية والعيون وغيرها من الموارد الطبيعية ، غير أنّ السفن والطائرات لا تعتبر كأملك عقارية .

3. تنطبق أحكام الفقرة أعلى المداخل المتأتية من الإستغلال المباشر أو التسويغ أو الإيجار وكذلك من كل كيفية أخرى لاستغلال الأملاك العقارية .

4. تنطبق أحكام الفقرتين 1 و 3 كذلك على المداخل المتأتية من الأملاك العقارية لمؤسسة وكذلك على المداخل المتأتية من الأملاك العقارية المصدّة لمباشرة مهنة مستقلة .

5. تنطبق الأحكام السابقة أيضا على المداخل المتأتية من الأملاك المنقولة التي تعتبر طبقا للتشريع الجباي للدول المتعاقدة التي توجد بها هذه الأملاك كمداخل متأتية من الأملاك العقارية .

الفصل 7

أرباح المؤسسات

1. إن أرباح مؤسسة تابعة لدولة متعاقدة لا تخضع للضريبة إلا في هذه الدولة ، إلا إذا كانت المؤسسة تمارس نشاطها في الدولة المتعاقدة الأخرى بواسطة منشأة دائمة موجودة بها . فإذا مارست المؤسسة نشاطها على هذه الصورة فإن أرباحها تكون خاضعة للضريبة في الدولة الأخرى و ذلك فقط بقدر ما تنسب هذه الأرباح لهذه المنشأة الدائمة .

إذا باشرت مؤسسة تابعة لدولة متعاقدة نشاطها في الدولة المتعاقدة الأخرى عن طريق منشأة دائمة موجودة بها، فإنه تنسب في كل دولة متعاقدة لهذه المنشأة الدائمة الأرباح التي كان يمكن لها تحقيقها لو كانت مؤسسة منفصلة تمارس نفس النشاط أو نشاطا مماثلا في نفس الظروف أو في ظروف مماثلة و تتعامل باستقلال تام مع المؤسسة التي هي منشأة دائمة لها.

لتحديد أرباح منشأة دائمة، تقبل للطرح المصاريف المبدولة لغاية نشاط هذه المنشأة الدائمة، بما في ذلك مصاريف الإدارة والمصاريف العامة للتسيير المبدولة، سواء بالدولة التي توجد بها المنشأة الدائمة أو بمكان آخر.

إذا كان المعمول به في دولة متعاقدة أن يقع تحديد الأرباح الراجعة لمنشأة دائمة على أساس توزيع الأرباح الجمالية للمؤسسة بين مختلف أجزاءها فإن أحكام الفقرة 2 لا تمنع هذه الدولة المتعاقدة من تحديد الأرباح الخاضعة للضريبة على هذا النحو، إلا أن طريقة التقسيم المتبعة يجب أن تؤدي إلى نتيجة تكون ملائمة للمبادئ الواردة بهذا الفصل.

لا ينسب أي ربح لمنشأة دائمة لجرّد شرائها بضائع لفائدة المؤسسة.

لتطبيق الفقرات السابقة يقع تحديد الأرباح الراجعة للمنشأة الدائمة كل سنة بنفس الطريقة ما لم توجد أسباب وجيهة وكافية لانتهاج طريقة أخرى.

إذا شملت الأرباح عناصر دخل وقع التعرض لها على حدة في الفصول الأخرى من هذه الإتفاقية، فإن أحكام هذه الفصول لا تتأثر بأحكام هذا الفصل.

الفصل 8

الملاحة البحرية والجوية

لا تخضع الأرباح الناتجة عن استغلال السفن أو الطائرات في مجال النقل الدولي للضريبة إلا في الدولة المتعاقدة التي يوجد بها مقر الإدارة الفعلية للمؤسسة.

إذا كان مقر الإدارة الفعلية لمؤسسة ملاحة بحرية موجودا على متن سفينة فإن المقر يعتبر موجودا بالدولة المتعاقدة التي يوجد بها ميناء إرساء هذه السفينة، وفي عدم وجود ميناء الإرساء يعتبر المقر موجودا بالدولة المتعاقدة التي يكون مستغل الباخرة مقيما بها.

تنطبق أحكام الفقرة 1 أيضا على الأرباح المتأتية من المساهمة في مجمع (POOL) أو في استغلال مشترك أو في هيئة دولية للإستغلال.

الفصل 9

المؤسسات المشتركة

1. إذا

(أ) ساهمت مؤسسة تابعة لدولة متعاقدة بصورة مباشرة أو غير مباشرة في تسيير أو مراقبة أو في رأس مال مؤسسة تابعة للدولة المتعاقدة الأخرى، أو إذا

(ب) ساهم نفس الأشخاص بصورة مباشرة أو غير مباشرة في إدارة أو مراقبة أو في رأس مال مؤسسة تابعة لدولة متعاقدة و مؤسسة تابعة للدولة المتعاقدة الأخرى،

وإذا وضعت أو فرضت في أي من الصالنتين المذكورتين شروط بين المؤسستين فيما يتعلق بعلاقاتهما التجارية أو المالية تخالف الشروط التي يمكن أن تقوم بين مؤسسات مستقلة فإن الأرباح التي كان من الممكن تحقيقها من قبل إحدى المؤسستين ولكنها لم تحقق بسبب قيام هذه الشروط يجوز ضمها لأرباح هذه المؤسسة وإخضاعها للضريبة تبعاً لذلك.

2. إذا أدرجت دولة متعاقدة ضمن أرباح مؤسسة تابعة لها أرباحاً وأخضعت تبعاً لذلك للضريبة - أرباحاً وظفت بشأنها الضريبة على مؤسسة تابعة للدولة المتعاقدة الأخرى، حيث وقع توظيف الضريبة عليها بهذه الدولة الأخرى وإذا كانت هذه الأرباح التي وقع إدراجها على هذا النحو هي الأرباح التي كان يمكن تحقيقها من طرف مؤسسة الدولة الأولى لو كانت الشروط المتفق عليها من طرف المؤسستين مماثلة لما كان يمكن الموافقة عليه من طرف

المؤسسات المستقلة تقوم الدولة الأخرى بتعديل مناسب لمبلغ الضريبة التي استخلصتها على تلك الأرباح إذا اعتبرت أن التعديل مبرر. ولتحديد هذا التعديل تؤخذ بعين الاعتبار الأحكام الأخرى للإتفاقية وإذا وجب الأمر، تتشاور السلطات المختصة للدولتين المتعاقدتين.

الفصل 10

حصص الأسهم

1. تخضع حصص الأسهم التي تدفعها شركة مقيمة في دولة متعاقدة لمقيم في الدولة المتعاقدة الأخرى للضريبة في هذه الدولة الأخرى.

2. غير أن حصص الأسهم هذه تخضع أيضاً للضريبة في الدولة المتعاقدة التي تقيم فيها الشركة الدافعة لخصص الأسهم وذلك حسب تشريعها. ولكن إذا كان الشخص الذي يتقاضاها هو المستفيد الفعلي بها لا تتعدى الضريبة الموظفة على هذا النحو 15 بالمائة من المبلغ الخام لخصص الأسهم.

وتضبط السلط المختصة للدولتين المتعاقدتين باتفاق مشترك كيفية تطبيق هذا التحديد.

لا تؤثر أحكام هذه الفقرة على توظيف الضريبة بعنوان الأرباح التي خصصت لدفع حصص الأسهم.

3. تعني عبارة « حصص الأسهم » المستعملة بهذا الفصل المداخل المتأتية من الأسهم، أسهم أو سندات إنتفاع أو حصص المنجم أو حصص المؤسسين أو منابات الإنتفاع الأخرى باستثناء الديون، وكذلك مداخل المنابات الإجتماعية الأخرى التي تخضع لنفس النظام الجبائي لخصص الأسهم طبقاً لتشريع الدولة التي تكون الشركة الموزعة لخصص الأسهم مقيمة بها. وتشمل لفظة « حصص الأسهم » أيضاً بالنسبة للبرتغال، الأرباح المنسوبة أو المدفوعة بعقضى عقد مساهمة في الأرباح.

4. لا تطبق أحكام الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من حصص الأسهم مقيماً بدولة متعاقدة ويمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى التي تكون فيها الشركة التي تدفع حصص الأسهم مقيمة، سواء نشاطاً صناعياً أو تجارياً بواسطة منشأة دائمة موجودة بها أو مهنة حرة بواسطة قاعدة ثابتة موجودة بها وإذا كانت المساهمة التي تتولد عنها حصص الأسهم تتصل فعلياً بهذه المنشأة الدائمة أو بهذه القاعدة الثابتة وفي هذه الحالة تطبق، حسب الحالات أحكام الفصل 7 أو الفصل 14.

5. إذا تحصلت شركة مقيمة في دولة متعاقدة على أرباح أو مداخل من الدولة المتعاقدة الأخرى فإنه لا يمكن لهذه الدولة الأخرى إستخلاص أية ضريبة على حصص الأسهم المدفوعة من طرف الشركة إلا في صورة ما إذا كانت حصص الأسهم مدفوعة لمقيم في هذه الدولة الأخرى، أو في صورة ما إذا كانت المساهمة التي تتولد عنها حصص الأسهم تتصل فعلياً بمنشأة دائمة أو بقاعدة ثابتة موجودة بهذه الدولة الأخرى ولا يمكن لها توظيف أية ضريبة، بعنوان الضريبة على الأرباح غير الموزعة، على الأرباح غير الموزعة للمؤسسة، حتى ولو كانت حصص الأسهم المدفوعة أو الأرباح غير الموزعة تتمثل كلياً أو جزئياً في أرباح أو مداخل متأتية من هذه الدولة الأخرى.

الفصل 11

الفوائد

1. تخضع الفوائد المتأتية من دولة متعاقدة والمدفوعة لمقيم في الدولة المتعاقدة الأخرى للضريبة في هذه الدولة الأخرى.

2. غير أن هذه الفوائد تخضع أيضاً للضريبة في الدولة المتعاقدة المتأتية منها الفوائد وحسب تشريعها، ولكن إذا كان الشخص الذي يتقاضاها هو المستفيد الفعلي بها، لا تتعدى الضريبة الموظفة على هذا النحو 15 بالمائة من المبلغ الخام للفوائد. وتضبط السلطات المختصة للدولتين المتعاقدتين باتفاق مشترك كيفية تطبيق هذا التحديد.

3. تعني عبارة « فوائد » المستعملة في هذا الفصل مداخل الديون بمختلف أنواعها المتبوعة وغير المتبوعة بضمانات موثقة برهن أو بشرط يقضى بالمشاركة في أرباح المدين وخاصة مداخل الأموال المعمومة وسندات القروض بما في ذلك المنح والانصباء المتعلقة بهذه السندات. ولا تعتبر خطايا الدفع المتأخر كفوائد حسب مفهوم هذا الفصل.

الفصل 13 أرباح رأس المال

4. لا تطبق أحكام الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من الفوائد مقيماً بدولة متعاقدة ويمارس بالدولة المتعاقدة المتأتمية منها الفوائد سواء نشاطاً صناعياً أو تجارياً بواسطة منشأة دائمة موجودة بها أو مهنة حرة بواسطة قاعدة ثابتة موجودة بها وإذا كان الدين المنجزة عنه الفوائد متعلقاً فعلياً بها. وفي هذه الحالة تطبق حسب الحالات أحكام الفصل 7 أو الفصل 14.

5. تعتبر الفوائد متأتية من دولة متعاقدة إذا كان المدين هو هذه الدولة نفسها أو فرعاً سياسياً أو إدارياً أو جماعة محلية أو شخصاً مقيماً بهذه الدولة. غير أنه إذا كان للمدين بالفوائد، سواء كان مقيماً أم لا بدولة متعاقدة، منشأة دائمة أو قاعدة ثابتة بدولة متعاقدة تم لفائدتها الإلتزام المنجر عنه دفع الفوائد وتحمل هذه المنشأة أو القاعدة عبء هذه الفوائد، تعتبر هذه الفوائد متأتية من الدولة التي توجد فيها المنشأة الدائمة أو القاعدة الثابتة.

6. إذا تجاوز مقدار الفوائد المدفوعة، بموجب علاقات خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلي أو تربط كليهما بشخص آخرين بناء على الدين الذي دفعت من أجله هذه الفوائد، المقدار الذي قد يتفق عليه المدين والمستفيد الفعلي في حالة عدم وجود مثل هذه العلاقات، فإن أحكام هذا الفصل لا تطبق إلا على هذا المقدار الأخير. وفي هذه الحالة يبقى الجزء الزائد من الدفعات خاضعاً للضريبة حسب التشريع الخاص لكل دولة متعاقدة ومع مراعاة الأحكام الأخرى لهذه الإتفاقية.

الفصل 12

الأتاوات

1. تخضع الأتاوات المتأتية من دولة متعاقدة والمدفوعة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى للضريبة في هذه الدولة الأخرى.

2. غير أن هذه الأتاوات تخضع أيضاً للضريبة في الدولة المتعاقدة المتأتمية منها وحسب تشريع هذه الدولة، لكن إذا كان الشخص الذي يتقاضاها هو المستفيد الفعلي بها، لا تتعدى الضريبة الموظفة على هذا النحو 10 بالمائة من المبلغ الخاضع للأتاوات. وتضبط السلطة المختصة بالدولتين المتعاقبتين بإتفاق مشترك كيفية تطبيق هذا التحديد.

3. تدل عبارة « أتاوات » المستعملة بهذا الفصل على المكافآت باختلاف أنواعها التي تدفع لاستعمال أو إسناد استعمال حقوق التأليف المتعلقة بعمل أدبي أو فني أو علمي بما في ذلك الأشرطة السينمائية والأشرطة والتسجيلات المعدة للإذاعة أو التلفزة أو براءة أو علامة صنع أو تجارة أو رسم أو نموذج أو تصميم أو أسلوب أو طريقة سرية وكذلك مقابل استعمال أو الحق في استعمال تجهيزات صناعية أو تجارية أو علمية وكذلك مقابل معلومات لها صلة بتجربة مكتسبة في الميدان الصناعي أو التجاري أو العلمي.

وتشمل عبارة « أتاوات » أيضاً المكافآت المدفوعة بعنوان المساعدة الفنية أو الدراسات الفنية أو الإقتصادية المتعلقة باستعمال أو حق استعمال الحقوق أو الأملاك أو المعلومات المشار إليها في هذه الفقرة.

4. لا تطبق أحكام الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من الأتاوات مقيماً بدولة متعاقدة ويمارس بالدولة المتعاقدة الأخرى المتأتمية منها الأتاوات سواء نشاطاً صناعياً أو تجارياً بواسطة منشأة دائمة موجودة بها أو مهنة حرة بواسطة قاعدة ثابتة موجودة بها وإذا كان الحق أو الملك المتأتمية منه الأتاوات متصلاً بصفة فعلية بهذه المنشأة الدائمة أو القاعدة الثابتة. في هذه الحالة، تطبق أحكام الفصل 7 أو الفصل 14 حسب الحالات.

5. تعتبر الأتاوات متأتية من دولة متعاقدة إذا كان المدين هو هذه الدولة نفسها أو فرعاً سياسياً أو إدارياً أو جماعة محلية أو شخصاً مقيماً بهذه الدولة. غير أنه إذا كان للمدين بالأتاوات، سواء كان مقيماً أم لا بدولة متعاقدة، منشأة دائمة أو قاعدة ثابتة بدولة متعاقدة تم لفائدتها الإلتزام المنجر عنه دفع الأتاوات وتحملت فعلاً عبئاً تعتبر الأتاوات متأتية من الدولة المتعاقدة التي توجد فيها المنشأة الدائمة أو القاعدة الثابتة.

6. إذا تجاوز مقدار الأتاوات المدفوعة، بموجب علاقات خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلي أو تربط كليهما بشخص آخرين، مبلغ الأتاوات بناء على الخدمة التي دفعت من أجلها الذي كان قد يتفق عليه المدين والمستفيد الفعلي في حالة عدم وجود مثل هذه العلاقات فإن أحكام هذا الفصل لا تطبق إلا على هذا المقدار الأخير. وفي هذه الحالة يبقى الجزء الزائد من الدفعات خاضعاً للضريبة حسب التشريع الخاص لكل دولة متعاقدة ومع مراعاة الأحكام الأخرى لهذه الاتفاقية.

1. تخضع الأرباح التي يحققها مقيم بدولة متعاقدة من التفتويات في الأملاك العقارية المشار إليها بالفصل 6 والموجودة بالدولة المتعاقدة الأخرى للضريبة في هذه الدولة الأخرى.

2. تخضع الأرباح المتأتية من التفتويات في الأملاك المنقولة التابعة لاصول منشأة دائمة تملكها مؤسسة دولة متعاقدة بالدولة المتعاقدة الأخرى أو الأرباح المتأتية من أملاك منقولة تابعة لقاعدة ثابتة يملكها مقيم بدولة متعاقدة بالدولة المتعاقدة الأخرى لمباشرة مهنة مستقلة بما في ذلك الأرباح المتأتية من التفتويات الجملي في المنشأة الدائمة المذكورة (بمفردها أو ضمن كامل المؤسسة) أو في تلك القاعدة الثابتة، للضريبة بهذه الدولة الأخرى.

3. لا تخضع الأرباح المتأتية من التفتويات في السفن أو الطائرات المستغلة في مجال النقل الدولي أو من الأملاك المنقولة المخصصة لاستغلال هذه السفن أو الطائرات، للضريبة إلا في الدولة المتعاقدة التي يقع بها مقر الإدارة الفعلية للمؤسسة.

4. لا تخضع الأرباح المتأتية من التفتويات في أي من الأملاك الأخرى غير المشار إليها بالفقرات 1 و 2 و 3 للضريبة إلا في الدولة المتعاقدة التي يكون بها المقترون مقيماً.

الفصل 14

المهن المستقلة

1. لا تخضع المداخل التي يحققها مقيم بدولة متعاقدة من مهنة حرة أو من أنشطة أخرى ذات صيغة مستقلة للضريبة إلا في هذه الدولة. غير أن هذه المداخل تخضع للضريبة بالدولة المتعاقدة الأخرى في الحالات التالية:

(أ) إذا كان لهذا المقيم بصفة اعتيادية قاعدة ثابتة بالدولة المتعاقدة الأخرى لممارسة أنشطته. وفي هذه الحالة تخضع المداخل للضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى وذلك فقط على الجزء من الدخل المنسوب إلى هذه القاعدة الثابتة.

(ب) إذا امتدت إقامته بالدولة المتعاقدة الأخرى لمدة أو مدد تساوي أو تفوق في مجموعها 183 يوماً خلال السنة الجبائية المعنية.

2. تشمل عبارة « المهن الحرة » خاصة الأنشطة المستقلة ذات الصيغة العلمية أو الأدبية أو الفنية أو التربوية أو البيداغوجية وكذلك الأنشطة المستقلة الخاصة بالأطباء والمحامين والمهندسين والمهندسين المعماريين وأطباء الأسنان والمحاسبين.

الفصل 15

المهن غير المستقلة

1. مع مراعاة أحكام الفصول 16 و 18 و 19 و 20 لا تخضع للضريبة الأجور والمرتبات والمكافآت الأخرى المماثلة التي يتحصل عليها مقيم في دولة متعاقدة بعنوان عمل ذي أجراً في هذه الدولة ما لم يمارس العمل في الدولة الأخرى. فإذا مارس العمل في هذه الدولة الأخرى، تخضع المكافآت المتحصل عليها بهذا العنوان للضريبة في هذه الدولة الأخرى.

2. بصرف النظر عن أحكام الفقرة 1 لا تخضع المكافآت التي يتحصل عليها مقيم في دولة متعاقدة بعنوان عمل ذي أجر موزع في الدولة المتعاقدة الأخرى، للضريبة إلا في الدولة الأولى، إذا:

(أ) أقام المنتفع بالمكافآت في الدولة الأخرى لمدة أو لمدد لا يتجاوز مجموعها 183 يوماً خلال السنة الجبائية المعنية؛ و

(ب) كانت المكافآت قد دفعت من قبل أو لحساب مؤجر غير مقيم في الدولة المتعاقدة الأخرى؛ و

(ج) لم تتحمل منشأة دائمة أو قاعدة ثابتة يملكها المؤجر في الدولة الأخرى عبء هذه المكافآت.

3. بصرف النظر عن الأحكام السابقة لهذا الفصل ، فإنّ المكافآت بعنوان عمل ذي أجر يمارس على متن سفينة أو طائرة مستغلة في مجال النقل الدولي تخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة التي يوجد فيها مقر الإدارة الفعلية للمؤسسة .

الفصل 16

مكافآت أعضاء مجلس الإدارة

تخضع مكافآت أعضاء مجلس الإدارة ومكافآت الحضور وغيرها من المكافآت المماثلة التي يتحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة بصفتها عضواً بمجلس إدارة أو مراقبة لشركة مقيمة في الدولة المتعاقدة الأخرى للضريبة في تلك الدولة الأخرى.

الفصل 17

الفنّانون والرياضيون

1. بصرف النظر عن أحكام الفصلين 14 و 15 تخضع المداخل التي يحققها مقيم بدولة متعاقدة من أنشطته الشخصية الممارسة في الدولة المتعاقدة الأخرى بصفتها محترف العروض الفنية كفنّان المسرح والسينما والراديو والتلفزة أو كموسيقي أو بصفتها رياضي للضريبة في هذه الدولة الأخرى .

2. إذا لم تنسب المداخل المتأتية من الأنشطة التي يتعاطاها شخصياً فنّان العروض أو الرياضي بصفتها تلك للفنّان أو الرياضي نفسه بل لشخص آخر فإن هذه المداخل تخضع ، بصرف النظر عن أحكام الفصول 7 و 14 و 15 ، للضريبة بالدولة المتعاقدة التي يقع فيها تعاطي أنشطة الفنّان أو الرياضي .

الفصل 18

الجرايات

1) مع مراعاة أحكام الفقرة 2 من الفصل 19 لا تخضع الجرايات والمكافآت الأخرى المماثلة المدفوعة لمقيم بدولة متعاقدة بعنوان عمل سابق للضريبة إلا في هذه الدولة .

الفصل 19

الوظائف الحكومية

1. (أ) لا تخضع المكافآت ، من غير الجرايات ، التي تدفعها دولة متعاقدة أو إحدى فروعها السياسية أو الإدارية أو جماعاتها المحلية لشخص طبيعي بعنوان خدمات أسداها لهذه الدولة أو لهذا الفرع أو لهذه الجماعة للضريبة إلا في هذه الدولة .

(ب) غير أن هذه المكافآت لا تخضع للضريبة إلا في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا أسديت الخدمات في هذه الدولة وإذا كان الشخص الطبيعي مقيماً بهذه الدولة و

- يحمل جنسية هذه الدولة ، أو
- لم يصبح مقيماً بهذه الدولة لغاية إسداء الخدمات فقط .

2. (أ) إن الجرايات المدفوعة من قبل دولة متعاقدة أو أحد فروعها السياسية أو الإدارية أو جماعاتها المحلية سواء مباشرة أو عن طريق الإقتطاع من الأموال التي كوّنها لشخص طبيعي بعنوان خدمات أسداها لهذه الدولة أو لهذا الفرع أو لهذه الجماعة لا تخضع للضريبة إلا في هذه الدولة.

(ب) غير أن هذه الجرايات لا تخضع للضريبة إلا في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كان الشخص الطبيعي مقيماً بهذه الدولة ويحمل جنسيتها .

3. تطبق أحكام الفصول 15 و 16 و 18 على المكافآت والجرايات المدفوعة بعنوان خدمات أسديت في نطاق نشاط صناعي أو تجاري تعاطت دولة متعاقدة أو إحدى فروعها السياسية أو الإدارية أو جماعاتها المحلية .

الفصل 20

الطلبة و المتدربون

1. يعفى كل مقيم إحدى الدولتين المتعاقدتين الذي يقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى قصراً :

- أ - بصفتها طالباً مرسماً بكلية أو بمعهد أو بـمدرسة لهذه الدولة الأخرى ،
- ب - بصفتها متدرباً على الأعمال التجارية أو الصناعية .
- ج - أو بصفتها مستفيداً بمنحة أو بإعانة أو بجانزة تدفع له من طرف مؤسسة دينية أو خيرية أو علمية أو تربوية تهدف أساساً لتمكينه من مواصلة دراسته أو أبحاثه من الضريبة في هذه الدولة الأخرى وذلك فيما يتعلق بالمبالغ التي يتحصل عليها من الخارج لتغطية نفقاته أو دراسته أو تكوينه أو فيما يتعلق بكل منحة تصرف له أو فيما يتعلق بكل مبلغ يتحصل عليه مقابل نشاط بمقابل غير مستقل ، يتعاطاه في هذه الدولة الأخرى بغية الحصول على تكوين تطبيقي وذلك خلال خمس سنوات وفي حدود 5 000 دولار أمريكي أو ما يعادلها من العملة لإحدى الدولتين المتعاقدتين .

2. إن كل شخص طبيعي مقيم في إحدى الدولتين المتعاقدتين ويقوم في الدولة المتعاقدة الأخرى بصفتها عوناً تابعاً لمؤسسة تابعة للدولة الأولى أو إحدى المنظمات المشار إليها بالفقرة الفرعية ج من الفقرة الأولى من هذا الفصل ، أو بمقتضى عقد مجرم مع المؤسسة المذكورة أو المنظمة المذكورة وذلك فقط لغاية الحصول على خبرة فنية أو مهنية أو على تجربة في الأعمال من طرف شخص من غير المؤسسة أو المنظمة المذكورة يعفى من الضريبة في هذه الدولة الأخرى وذلك فيما يتعلق بالمرتّب الذي يتحصل عليه خلال سنة وذلك في حدود مبلغ يساوي بعملة إحدى الدولتين المتعاقدتين 5000 دولار أمريكي .

الفصل 21

المداخل الأخرى

1. لا تخضع عناصر دخل مقيم بدولة متعاقدة مهما كان مصدرها والتي لم تتعرض إليها الفصول السابقة لهذه الإتفاقية للضريبة إلا بهذه الدولة .

2. لا تطبق أحكام الفقرة 1 على المداخل من غير المداخل المتأتية من الأملاك العقارية التي وقع تعريفها في الفقرة 2 من الفصل 6 إذا كان المستفيد من هذه المداخل مقيماً بدولة متعاقدة ويمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى نشاطاً صناعياً أو تجارياً بواسطة منشأة دائمة موجودة بها أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة موجودة بها وإذا كان الحق أو الملك المنجزة عنه هذه المداخل يتصل بها فعلياً . في هذه الحالة تطبق أحكام الفصل 7 أو الفصل 14 حسب الحالات .

الباب الرابع

طرق تفادي الإزدواج الضريبي

الفصل 22

تفادي الإزدواج الضريبي

1. إذا تحصّل مقيم في دولة متعاقدة على مداخل تكون ، طبقاً لأحكام هذه الإتفاقية ، خاضعة للضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى ، فإن الدولة الأولى تمنع طرحاً من الضريبة التي تستخلصها على مداخل هذا المقيم ، يساوي مبلغ الضريبة على الدخل التي دفعت في الدولة المتعاقدة الأخرى . وفي هذه الحالة ، لا يمكن أن يتجاوز الطرح القسط من الضريبة على الدخل المحتسبة قبل الخصم والمتعلقة بالمداخل الخاضعة للضريبة في هذه الدولة الأخرى .

2. أ. فيما يتعلق بالفصل 7 ولتطبيق الفقرة الأولى ، تتضمن عبارة «الضريبة على الدخل التي دفعت في الدولة المتعاقدة الأخرى» كل ضريبة تكون مستوجبة للدفع في هذه الدولة المتعاقدة لو لم يقع إعفاؤها أو طرحها أو تخفيضها لفترة محددة وذلك بمقتضى التشريع الجاري به العمل في هذه الدولة المتعاقدة المتعلق بتشجيع التنمية الاقتصادية .

ب. فيما يتعلق بالفصل 10 فقرة 2 ولتطبيق الفقرة 1 تشمل عبارة «الضريبة على الدخل التي دفعت بهذه الدولة المتعاقدة الأخرى» كل ضريبة تكون مستوجبة للدفع بهذه الدولة الأخرى لو لم يتم إعفاؤها أو

طرحها أو تخفيضها طبقاً للتشريع الجاري به العمل في هذه الدولة المتعاقدة . ولا يمكن أن يتجاوز الطرح مبلغ الضريبة الناتج عن تطبيق النسبة المنصوص عليها بالفصل 10 فقرة 2 . ولا يطبق هذا النظام على حصص الأسهم المدفوعة من طرف شركة مقيمة بتونس لشركة مقيمة بالبرتغال خلال الفترة التي تنتفع فيها هذه الشركة بطرح حصص الأسهم بنسبة 95٪ من قاعدة الضريبة وذلك طبقاً للتشريع الجبائي للبرتغال .

3. إذا كانت طبقاً لإحدى أحكام الإتفاقية ، المداخل التي يتحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة معفاة من الضريبة في هذه الدولة فإن هذه الأخيرة يمكنها مع ذلك ، لإحتساب مبلغ الضريبة على بقية مداخل هذا المقيم ، الأخذ بعين الإعتبار المداخل المعفاة .

الباب الخامس إجراءات خاصة

الفصل 23 عدم التمييز

1. لا يجوز إخضاع مواطني دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لآية ضرائب أو التزامات تتعلق بها غير الضرائب أو الإلتزامات الضريبية وتكون

أكثر عبثاً من تلك التي يخضع لها ويمكن أن يخضع لها مواطنو هذه الدولة الأخرى الذين يوجدون في نفس الوضعية وخصوصاً فيما يتعلق بالإقامة . ويطبق هذا الحكم أيضاً بصرف النظر عن أحكام الفصل أعلى المواطنين غير المقيمين بدولة متعاقدة أو بكلا الدولتين المتعاقدتين .

2. إن توظيف الضريبة على منشأة دائمة تملكها مؤسسة تابعة لدولة متعاقدة بالدولة المتعاقدة الأخرى لا يقع ضبطه في تلك الدولة الأخرى بصفة أقل ملائمة بالنسبة لتوظيف الضريبة على مؤسسات تابعة لتلك الدولة الأخرى والتي تتعاطى نفس النشاط . لايجوز تفسير هذا الحكم على أنه يفرض على إحدى الدولتين المتعاقدتين منح مقيمي الدولة المتعاقدة الأخرى طروحاً شخصية أو تخفيضات أو خصومات من الضريبة باعتبار الحالة أو الأعباء العائلية والتي تمنحها لمقيميها .

3. تقبل للطرح لتحديد الربح الخاضع للضريبة إلا في صورة تطبيق أحكام الفقرة 1 من الفصل 9 والفقرة 6 من الفصل 11 والفقرة 6 من الفصل 12- الفوائد والأتاوات والمصاريف الأخرى المدفوعة من طرف مؤسسة دولة متعاقدة أخرى بنفس الشروط كما لو وقع دفعها لمقيم بالدولة الأولى .

4. لا يجوز إخضاع المؤسسات التابعة لدولة متعاقدة والتي يمتلك رؤسائها كلياً أو جزئياً أو يراقبها بطريقة مباشرة أو غير مباشرة مقيم أو أشخاص مقيمون في الدولة المتعاقدة الأخرى، لآية ضرائب أو أية التزامات تتعلق بهذه الضرائب غير تلك التي تخضع أو يمكن أن تخضع لها المؤسسات المماثلة الأخرى في الدولة الأولى أو تكون أثقل منها عبثاً.

الفصل 24

الإجراءات بالتراضي

1. إذا إعتبر شخص أن الإجراءات المتخذة من طرف دولة متعاقدة أو من طرف كل من الدولتين المتعاقدتين ينجر أو سينجر عنها توظيف ضريبي غير مطابق لأحكام هذه الاتفاقية ، وبصرف النظر عن طرق التسوية المنصوص عليها بالقانون الداخلي للدولتين ، فإنه يمكن أن يعرض أمره على السلطة المختصة للدولة المتعاقدة التي هو مقيم بها أو إذا كانت حالته تابعة للفقرة 1 من الفصل 23 أن يعرض أمره على السلطة المختصة للدولة المتعاقدة التي يحمل جنسيتها ويجب أن ترفع الدعوى خلال السنتين الموالتين لتاريخ أول تبليغ بالإجراء المتجرعنه توظيف ضريبي غير مطابق لأحكام الإتفاقية .

2. تسعى السلطة المختصة إذا اعتبرت أن المطلب معلل و إذا اعتبرت نفسها غير قادرة على إيجاد حل مرضي لتسوية المشكل ، الى تسوية المسألة عن طريق التراضي مع السلطة المختصة التابعة للدولة المتعاقدة الأخرى وذلك تفادياً لتوظيف ضريبي غير مطابق لما جاءت به الإتفاقية.

3. تسعى السلطة المختصة التابعة للدولتين المتعاقدتين الى فض المشاكل أو إزالة الشكوك التي قد يفرض اليها تأويل هذه الاتفاقية أو تطبيقها باتفاق مشترك ويمكن لها أيضاً التشاور لمنع الإزدواج الضريبي في الحالات غير المنصوص عليها في هذه الاتفاقية.

4. يمكن للسلط المختصة التابعة للدولتين المتعاقدتين الإتصال ببعضها مباشرة قصد الوصول الى اتفاق كما ذكر بالفقرات السابقة . وإذا إتضح أن تبادل الآراء شفاهياً ييسر إبرام هذا الاتفاق يمكن القيام بتبادل هذه الآراء في نطاق لجنة متكوّنة من ممثلين عن السلط المختصة التابعة للدولتين المتعاقدتين.

الفصل 25

تبادل المعلومات

1. تتبادل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين المعلومات اللازمة لتطبيق أحكام هذه الإتفاقية أو أحكام التشريع الداخلي للدولتين المتعاقدتين المتعلق بالضرائب المنصوص عليها في هذه الإتفاقية ، وذلك إذا كان توظيف الضرائب الذي تنص عليه لا يتعارض مع أحكام هذه الإتفاقية ولا يكون تبادل المعلومات محدداً بالفصل 1 . وتكون المعلومات المتبادلة على هذا النحو سراً بنفس طريقة تبادل المعلومات طبقاً للقانون الداخلي لكل دولة ولا يجوز إفشاؤها إلا للأشخاص أو السلطات (بما فيها المحاكم والهيئات الإدارية) المعنية بضبط واستخلاص الضرائب التي تتناولها هذه الإتفاقية أو الإجراءات والتتبعات المتعلقة بهذه الضرائب . ولا يجوز أن يستعمل هؤلاء الأشخاص أو السلطات هذه المعلومات إلا لهذه الأغراض ، ويمكن أن تستعمل هذه المعلومات خلال الجلسات العمومية للمحاكم أو عند إصدار الأحكام .

2. لا يجوز بأي حال تفسير أحكام الفقرة الأولى بما يؤدي الى إلزام إحدى الدولتين المتعاقدتين بـ :

(أ) اتخاذ إجراءات إدارية تتعارض مع تشريعها أو التطبيق الإداري المعمول به فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى ؛

(ب) تقديم بيانات لا يمكن الحصول عليها طبقاً لتشريعها اوفي إطار التطبيق الإداري العادي فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى ؛

(ج) تقديم معلومات من شأنها كشف سر تجاري أو صناعي أو مهني أو طريقة تجارية أو معلومات يمتير الإقشاء بها مخالفاً للنظام العام .

الفصل 26

الأعوان الديبلوماسيون وموظفو القنصليات

إن أحكام هذه الإتفاقية لا تمس الإمتيازات الجبائية التي يتمتع بها الاعوان الديبلوماسيون أو موظفو القنصليات سواء بمقتضى القواعد العامة لحقوق الناس أو بمقتضى إتفاقيات خاصة .

الفصل 27

أحكام أخرى

لا يمكن أن تفسر أحكام هذه الإتفاقية على أنها تحدّ من الإعفاءات أو الطروحات أو التخفيضات أو الإعتمادات الجبائية أو أي طرح آخر منح أو يمكن أن يمنح :

أ. في إطار تشريع دولة متعاقدة لتحديد الضريبة المستخلصة من طرف هذه الدولة ، أو

ب. في إطار اتفاق خاص مبرم من طرف دولة متعاقدة .

الباب السادس أحكام نهائية

الفصل 28

دخول الإتفاقية حيز التنفيذ

1. تقع المصادقة على هذه الإتفاقية ويتم تبادل وثائق المصادقة بـ..... في أقرب الآجال

2. تدخل الإتفاقية حيز التنفيذ بعد شهر من تاريخ تبادل وثائق المصادقة وتطبيق أحكامها لأول مرة :

1 (أ) على الضرائب المضمومة من المورد التي يقع حدث إنشاؤها بعد 31 ديسمبر من سنة تبادل وثائق المصادقة ، و

ب () على الضرائب الأخرى على المداخل بالنسبة للفترات القابلة لتوظيف الضريبة والتي تبدأ بعد 31 ديسمبر من سنة تبادل وثائق المصادقة .

الفصل 29

إنهاء العمل بالإتفاقية

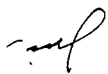
1. تبقى هذه الإتفاقية سارية المفعول ما لم يقع إنهاء العمل بها من طرف دولة متعاقدة . ويمكن لكل من الدولتين المتعاقدين إنهاء العمل بالإتفاقية عن طريق إعلام كتابي يبلّغ بالطريقة الدبلوماسية قبل ستة أشهر على الأقل من نهاية كل سنة مسدنية ، بعد السنة الخامسة الموالية لسنة تبادل وثائق المصادقة . وفي هذه الحالة تطبيق الإتفاقية لأخر مرة :

أ () على الضرائب المضمومة من المورد والتي يقع حدث إنشاؤها بعد 31 ديسمبر من السنة التي تمّ فيها الإعلام بإنهاء العمل بالإتفاقية ،
ب () على الضرائب الأخرى بالنسبة للمداخل المتعلقة بالفترات القابلة لتوظيف الضريبة . تبدأ بعد 31 ديسمبر من السنة التي تمّ فيها الإعلام بإنهاء العمل بالإتفاقية .

وإثباتاً لذلك ، قام المضمون أسفله بالتوقيع على هذه الإتفاقية بموجب السلطات المخولة لهما من طرف حكوماتهم .

حرّر — في في
أصليين باللغات الفرنسية والبرتغالية والعربية . ويمكن اعتماد النصوص الثلاثة وفي حالة إختلاف يعتمد النص الفرنسي .

عن حكومة الجمهورية
التونسية



عن الجمهورية البرتغالية



CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE ET LA RÉPUBLIQUE TUNISIENNE EN VUE D'ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU.

Le Gouvernement de la République Portugaise et le Gouvernement de la République Tunisienne, désireux de conclure une Convention, en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu, sont convenus des dispositions suivantes:

CHAPITRE I

Champ d'application de la Convention

Article 1

Personnes visées

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un État contractant ou des deux États contractants.

Article 2

Impôts visés

1 — La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu perçus pour le compte d'un État con-

tractant, de ses subdivisions politiques ou administratives ou de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.

2 — Sont considérés comme impôts sur le revenu les impôts perçus sur le revenu total ou sur des éléments du revenu, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers ainsi que les impôts sur les plus-values.

3 — Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont:

a) En ce qui concerne le Portugal:

- 1) L'impôt sur le revenu des personnes physiques (imposto sobre o rendimento das pessoas singulares — IRS);
- 2) L'impôt sur le revenu des personnes morales (imposto sobre o rendimento das pessoas colectivas — IRC);
- 3) L'impôt local sur l'impôt sur le revenu des personnes morales (derrama);

(ci-après dénommés «impôt portugais»);

b) En ce qui concerne la Tunisie:

- 1) L'impôt sur le revenu des personnes physiques;
- 2) L'impôt sur les sociétés;

(ci-après dénommés «impôt tunisien»).

4 — La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des États contractants se communiquent les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives.

CHAPITRE II

Définitions

Article 3

Définitions générales

Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente:

- a) Les expressions «un État contractant» et «l'autre État contractant» désignent, suivant le contexte, le Portugal ou la Tunisie;
- b) Le terme «Portugal» désigne le territoire de la République Portugaise situé sur le continent européen et les archipels des Açores et Madère, la mer territoriale, ainsi que les autres zones sur lesquelles, en conformité avec la législation portugaise et le droit international, la République Portugaise a des droits de souveraineté relatifs à l'exploration et à l'exploitation des ressources naturelles du lit de la mer, du sous-sol marin et des eaux surjacentes;
- c) Le terme «Tunisie» désigne le territoire de la République Tunisienne et les zones adjacentes aux eaux territoriales de la Tunisie sur lesquelles, en conformité avec le droit international, la Tunisie peut exercer les droits relatifs au lit de la mer, au sous-sol marin et à leurs ressources naturelles;

- d) Le terme «personne» comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes;
- e) Le terme «société» désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition;
- f) Les expressions «entreprise d'un État contractant» et «entreprise de l'autre État contractant» désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un État contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre État contractant;
- g) L'expression «trafic international» désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise dont le siège de direction effective est situé dans un État contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre État contractant;
- h) Le terme «nationaux» désigne toutes les personnes physiques qui possèdent la nationalité d'un État contractant et toutes les personnes morales, sociétés de personnes, associations et autres entités constituées conformément à la législation d'un État contractant;
- i) L'expression «autorité compétente» désigne:

- 1) En ce qui concerne le Portugal, le Ministre des Finances, le Directeur Général des Impôts ou leurs représentants autorisés;
- 2) En ce qui concerne la Tunisie, le Ministre des Finances ou son représentant autorisé.

2 — Pour l'application de la Convention par un État contractant, toute expression qui n'y est pas définie a le sens que lui attribue le droit de cet État concernant les impôts auxquels s'applique la Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente.

Article 4

Résident

1 — Au sens de la présente Convention, l'expression «résident d'un État contractant» désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet État, est assujettie à l'impôt dans cet État, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet État que pour les revenus de sources situées dans cet État.

Il est entendu que l'expression «résident d'un État contractant» comprend aussi toutes les personnes morales et entités dont le siège ou la direction effective est situé dans cet État et qui y sont soumises à un régime de transparence fiscale.

2 — Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux États contractants, sa situation est réglée de la manière suivante:

- a) Cette personne est considérée comme un résident de l'État où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux États, elle

est considérée comme un résident de l'État avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);

- b) Si l'État où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des États, elle est considérée comme un résident de l'État où elle séjourne de façon habituelle;
- c) Si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux États ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident de l'État dont elle possède la nationalité;
- d) Si cette personne possède la nationalité des deux États ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des États contractants tranchent la question d'un commun accord.

3 — Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux États contractants, elle est considérée comme un résident de l'État où son siège de direction effective est situé.

Article 5

Établissement stable

1 — Au sens de la présente Convention, l'expression «établissement stable» désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2 — L'expression «établissement stable» comprend notamment:

- a) Un siège de direction;
- b) Une succursale;
- c) Un bureau;
- d) Une usine;
- e) Un atelier; et
- f) Une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.

3 — Un chantier de construction ou de montage ou des activités de surveillance y exercées ne constituent un établissement stable que si leur durée dépasse six mois.

4 — Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas «établissement stable» si:

- a) Il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise;
- b) Des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;
- c) Des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise;
- d) Une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations, pour l'entreprise;
- e) Une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire;

- f) Une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.

5 — Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne — autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 7 — agit pour le compte d'une entreprise et dispose dans un État contractant de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet État pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

6 — Une entreprise d'assurance d'un État contractant est considérée comme ayant un établissement stable dans l'autre État si, d'une façon habituelle, elle perçoit des primes sur le territoire de cet État ou assure des risques qui y sont courus par l'intermédiaire d'un employé ou par l'intermédiaire d'un représentant qui n'entre pas dans la catégorie de personnes jouissant d'un statut indépendant visée au paragraphe 7 ci-après.

7 — Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un État contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

8 — Le fait qu'une société qui est un résident d'un État contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre État contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

CHAPITRE III

Imposition des revenus

Article 6

Revenus immobiliers

1 — Les revenus qu'un résident d'un État contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre État contractant, sont imposables dans cet autre État.

2 — L'expression «biens immobiliers» a le sens que lui attribue le droit de l'État contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et

les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3 — Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers.

4 — Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

5 — Les dispositions précédentes s'appliquent également aux revenus provenant des biens mobiliers qui, conformément à la législation fiscale de l'État contractant dans lequel les biens en question sont situés, sont assimilés aux revenus provenant des biens immobiliers.

Article 7

Bénéfices des entreprises

1 — Les bénéfices d'une entreprise d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre État contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre État mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.

2 — Lorsqu'une entreprise d'un État contractant exerce son activité dans l'autre État contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque État contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3 — Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'État où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

4 — S'il est d'usage, dans un État contractant, de déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, aucune disposition du paragraphe 2 n'empêche cet État contractant de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition en usage; la méthode de répartition adoptée doit cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes contenus dans le présent article.

5 — Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

6 — Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

7 — Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

Article 8

Navigation maritime et aérienne

1 — Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'État contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

2 — Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est considéré comme situé dans l'État contractant où se trouve le port d'attache de ce navire, ou à défaut de port d'attache, dans l'État contractant dont l'exploitation du navire est un résident.

3 — Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

Article 9

Entreprises associées

1 — Lorsque :

- a) Une entreprise d'un État contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre État contractant; ou que
- b) Les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un État contractant et d'une entreprise de l'autre État contractant,

et que dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2 — Lorsqu'un État contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet État — et impose en conséquence — des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre État contractant a été imposée dans cet autre État, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier État si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre les entreprises indépendantes, l'autre État procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices si cet ajustement est considéré comme justifié par cet autre État. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si nécessaire, les autorités compétentes des États contractants se consultent.

Article 10

Dividendes

1 — Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un État contractant à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2 — Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'État contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet État, mais si la personne qui reçoit les dividendes en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 % du montant brut des dividendes.

Les autorités compétentes des États contractants règlent d'un commun accord les modalités d'application de ces limitations.

Le présent paragraphe n'affecte pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3 — Le terme «dividendes» employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus d'autres parts sociales soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation de l'État dont la société distributrice est un résident.

Le terme «dividendes» comprend aussi, en ce qui concerne le Portugal, les bénéfices attribués ou payés en vertu d'un contrat de participation aux bénéfices (*associação em participação*).

4 — Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

5 — Lorsqu'une société qui est un résident d'un État contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre État contractant, cet autre État ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre État ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre État, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre État.

Article 11

Intérêts

1 — Les intérêts provenant d'un État contractant et payés à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2 — Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'État contractant d'où il proviennent et selon la législation de cet État, mais si la personne qui reçoit les intérêts en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 % du montant brut des intérêts. Les autorités compétentes des États contractants règlent d'un commun accord les modalités d'application de cette limitation.

3 — Le terme «intérêts» employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature,

assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres. Les pénalisations pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des intérêts au sens du présent article.

4 — Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

5 — Les intérêts sont considérés comme provenant d'un État contractant lorsque le débiteur est cet État lui-même, une subdivision politique ou administrative, une collectivité locale ou un résident de cet État. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un État contractant, a dans un État contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'État où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

6 — Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant.

Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque État contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 12

Redevances

1 — Les redevances provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2 — Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'État contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet État, mais si la personne qui reçoit les redevances en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 % du montant brut des redevances. Les autorités compétentes des États contractants règlent d'un commun accord les modalités d'application de cette limitation.

3 — Le terme «redevances» employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une œuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques ainsi que les films et enregistrements pour transmissions radiophoniques et télévisées, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ainsi que pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement

industriel, commercial ou scientifique et pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

Le terme «redevances» comprend aussi les rémunérations payées en contrepartie d'une assistance technique ou des études techniques ou économiques en relation avec l'usage ou la concession de l'usage des droits et biens et avec les informations mentionnés dans le présent paragraphe.

4 — Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas, lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

5 — Les redevances sont considérées comme provenant d'un État contractant lorsque le débiteur est cet État lui-même, une subdivision politique ou administrative, une collectivité locale ou un résident de cet État. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un État contractant, a dans un État contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel le contrat donnant lieu au paiement des redevances a été conclu et qui supporte la charge de celles-ci, ces redevances sont réputées provenir de l'État contractant où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

6 — Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque État contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 13

Gains en capital

1 — Les gains qu'un résident d'un État contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6 et situés dans l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2 — Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État contractant a dans l'autre État contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un État contractant dispose dans l'autre État contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre État.

3 — Les gains provenant de l'aliénation de navires ou aéronefs exploités en trafic international, ou de biens

mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs, ne sont imposables que dans l'État contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

4 — Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1, 2 et 3 ne sont imposables que dans l'État contractant dont le cédant est un résident.

Article 14

Professions indépendantes

1 — Les revenus qu'un résident d'un État contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet État. Toutefois, ces revenus sont imposables dans l'autre État contractant dans les cas suivants:

- a) Si ce résident dispose de façon habituelle dans l'autre État contractant d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. En ce cas, les revenus sont imposables dans l'autre État mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cette base fixe;
- b) Si ce résident séjourne dans l'autre État contractant pour une période ou des périodes d'une durée totale égale ou supérieure à 183 jours pendant l'année fiscale considérée.

2 — L'expression «profession libérale» comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

Article 15

Professions dépendantes

1 — Sous réserve des dispositions des articles 16, 18, 19 et 20, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un État contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet État, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre État contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre État.

2 — Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un État contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre État contractant ne sont imposables que dans le premier État si:

- a) Le bénéficiaire séjourne dans l'autre État pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de l'année fiscale considérée; et
- b) Les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre État; et
- c) La charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre État.

3 — Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international sont imposables dans l'État contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

Article 16

Tantièmes

Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un État contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

Article 17

Artistes et sportifs

1 — Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15, les revenus qu'un résident d'un État contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre État contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre État.

2 — Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, dans l'État contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.

Article 18

Pensions

Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 19, les pensions et autres rémunérations similaires, payées à un résident d'un État contractant au titre d'un emploi antérieur, ne sont imposables que dans cet État.

Article 19

Fonctions publiques

1 — a) Les rémunérations, autres que les pensions, payées par un État contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou administratives ou collectivités locales à une personne physique, au titre de services rendus à cet État ou à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet État.

b) Toutefois, ces rémunérations ne sont imposables que dans l'autre État contractant si les services sont rendus dans cet État et si la personne physique est un résident de cet État qui:

- i) Possède la nationalité de cet État; ou
- ii) N'est pas devenu un résident de cet État à seule fin de rendre les services.

2 — a) Les pensions payées par un État contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou administratives ou collectivités locales, soit directement, soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique, au titre de services rendus à cet État ou à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet État.

b) Toutefois, ces pensions ne sont imposables que dans l'autre État contractant si la personne physique est un résident de cet État et en possède la nationalité.

3 — Les dispositions des articles 15, 16 et 18 s'appliquent aux rémunérations et pensions payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un État contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou administratives ou collectivités locales.

Article 20

Étudiants et stagiaires

1 — Tout résident de l'un des États contractants qui séjourne dans l'autre État exclusivement:

- a) En qualité d'étudiant inscrit dans une université, un collège ou une école de cet autre État;
- b) En qualité d'apprenti du commerce ou de l'industrie;
- c) Ou en tant que bénéficiaire d'une bourse, d'une subvention ou d'une allocation à titre de récompense qui lui est versée par une institution religieuse, charitable, scientifique ou éducative et dont l'objet essentiel est de lui permettre de poursuivre des études ou des recherches;

est exonéré d'impôt dans cet autre État en ce qui concerne les sommes qu'il reçoit de l'étranger en vue de son entretien, de ses études ou de sa formation, en ce qui concerne toute bourse dont il est titulaire ou en ce qui concerne toute somme qu'il reçoit en rémunération d'une activité lucrative dépendante, qu'il exerce dans cet autre État en vue d'acquérir une formation pratique, pendant une période de cinq années et dans la limite de US\$ 5000 par an ou son équivalent en monnaie de l'un des États contractants.

2 — Toute personne physique résidente de l'un des États contractants qui séjourne dans l'autre État contractant en qualité d'employé d'une entreprise du premier État ou d'une des organisations visées à l'alinéa c) du paragraphe premier du présent article, ou en vertu d'un contrat passé avec ladite entreprise ou ladite organisation à seule fin d'acquérir une expérience technique ou professionnelle ou l'expérience des affaires auprès d'une personne autre que ladite entreprise ou ladite organisation, est exonérée d'impôt dans cet autre État en ce qui concerne la rétribution qu'elle reçoit pendant une année et dans la limite d'un montant équivalent en monnaie de l'un des États contractants à US\$ 5000.

Article 21

Autres revenus

1 — Les éléments du revenu d'un résident d'un État contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet État.

2 — Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, lorsque le bénéficiaire de tels revenus résident d'un État contractant exerce dans l'autre État contractant, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien

générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

CHAPITRE IV

Méthodes pour éliminer les doubles impositions

Article 22

Élimination de la double imposition

1 — Lorsqu'un résident d'un État contractant reçoit des revenus qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables dans l'autre État contractant, le premier État accorde sur l'impôt qu'il perçoit sur les revenus de ce résident une déduction d'un montant égal à l'impôt sur le revenu payé dans cet autre État.

Dans ce cas, cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt sur le revenu, calculé avant déduction, correspondant aux revenus imposables dans cet autre État.

2 — a) En ce qui concerne l'article 7, pour l'application du paragraphe 1, l'expression «l'impôt sur le revenu payé dans cet autre État» inclut tout l'impôt qui aurait été payé dans cet État contractant, s'il n'avait pas été exempté, déduit ou réduit temporairement en vertu de la législation en vigueur dans cet État contractant visant la promotion du développement économique.

b) En ce qui concerne l'article 10, paragraphe 2, pour l'application du paragraphe 1, l'expression «l'impôt sur le revenu payé dans cet autre État» inclut tout l'impôt qui aurait été payé dans cet État contractant, s'il n'avait pas été exempté, déduit ou réduit en vertu de la législation en vigueur dans cet État contractant. Cette déduction ne peut pas excéder le montant correspondant à l'application du taux prévu par le paragraphe 2 de l'article 10.

Ce régime n'est pas applicable aux dividendes payés par une société résidente en Tunisie à une société résidente du Portugal pendant la période où cette société profite de la déduction de la base d'imposition de 95 % de ces dividendes en conformité avec la législation fiscale du Portugal.

3 — Lorsque, conformément à une disposition quelconque de la Convention, les revenus qu'un résident d'un État contractant reçoit sont exempts d'impôt dans cet État, celui-ci peut néanmoins, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste des revenus de ce résident, tenir compte des revenus exempts.

CHAPITRE V

Dispositions spéciales

Article 23

Non-discrimination

1 — Les nationaux d'un État contractant ne sont soumis dans l'autre État contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre État qui se trouvent dans la même situation, notamment au regard de la résidence.

La présente disposition s'applique, aussi, nonobstant les dispositions de l'article 1, aux personnes qui ne sont pas des résidents d'un État contractant ou des deux États contractants.

2 — L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État contractant a dans l'autre État contractant n'est pas établie dans cet autre État d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre État qui exercent la même activité. La présente disposition ne peut être interprétée comme obligeant un État contractant à accorder aux résidents de l'autre État contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.

3 — A moins que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 9, du paragraphe 6 de l'article 11 ou du paragraphe 6 de l'article 12 ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un État contractant à un résident de l'autre État contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier État.

4 — Les entreprises d'un État contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre État contractant, ne sont soumises dans le premier État à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier État.

Article 24

Procédure amiable

1 — Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un État contractant ou par les deux États contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces États, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'État contractant dont elle est un résident ou, si son cas relève du paragraphe 1 de l'article 23, à celle de l'État contractant dont elle possède la nationalité. Le cas doit être soumis dans les deux ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

2 — L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre État contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention.

3 — Les autorités compétentes des États contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la Convention.

4 — Les autorités compétentes des États contractants peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents. Si des échanges de vues oraux sem-

blent devoir faciliter cet accord, ces échanges de vues peuvent avoir lieu au sein d'une commission composée de représentants des autorités compétentes des États contractants.

Article 25

Échange de renseignements

1 — Les autorités compétentes des États contractants échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou celles de la législation interne des États contractants relative aux impôts visés par la Convention dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'article 1. Les renseignements reçus par un État contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet État et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts visés par la Convention, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent faire état de ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

2 — Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un État contractant l'obligation:

- a) De prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre État contractant;
- b) De fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre État contractant;
- c) De fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

Article 26

Agents diplomatiques et fonctionnaires consulaires

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les agents diplomatiques ou les fonctionnaires consulaires en vertu soit des règles générales du droit des gens, soit des dispositions d'accords particuliers.

Article 27

Autres dispositions

Les dispositions de la présente Convention ne peuvent en aucun cas être interprétées comme limitant les exonérations, abattements, déductions, crédits ou tout autre dégrèvement qui est, ou puisse être, accordé:

- a) Par la législation d'un État contractant en vue de la détermination de l'impôt perçu par cet État; ou
- b) Par un quelconque accord particulier conclu par un État contractant.

CHAPITRE VI

Dispositions finales

Article 28

Entrée en vigueur

1 — La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Tunis aussitôt que possible.

2 — La Convention entrera en vigueur un mois après l'échange des instruments de ratification et ses dispositions seront applicables pour la première fois:

- a) Aux impôts dûs à la source dont le fait générateur se produira après le 31 décembre de l'année de l'échange des instruments de ratification;
- b) Aux autres impôts sur les revenus afférents aux périodes imposables commençant après le 31 décembre de l'année de l'échange des instruments de ratification.

Article 29

Dénonciation

La présente Convention demeurera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par un État contractant. Chaque État contractant peut dénoncer la Convention par voie diplomatique avec un préavis minimum de six mois avant la fin de chaque année civile à compter de la cinquième année suivant celle de l'échange des ins-

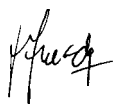
truments de ratification. Dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable:

- a) Aux impôts dûs à la source dont le fait générateur se produira après le 31 décembre de l'année de la dénonciation;
- b) Aux autres impôts sur des revenus afférents aux périodes imposables commençant après le 31 décembre de l'année de la dénonciation.

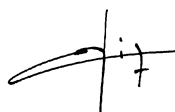
En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

Fait à Lisbonne, le 24 février 1999, en double exemplaires originaux, en langue française, en langue portugaise et en langue arabe, les trois textes faisant également foi. En cas de litige c'est le texte en langue française qui prévaut.

Pour le Gouvernement de la République Portugaise:



Pour le Gouvernement de la République Tunisienne:



AVISO

1 — Os preços das assinaturas das três séries do *Diário da República* (em papel) para 2000, a partir do dia 1 de Março, corresponderão ao período decorrente entre o início da recepção das publicações e 31 de Dezembro. A INCM não se obriga a fornecer os exemplares entretanto publicados.

2 — Não serão aceites pedidos de anulação de assinaturas com devolução de valores, salvo se decorrerem de situações da responsabilidade dos nossos serviços.

3 — Cada assinante deverá indicar sempre o número de assinante que lhe está atribuído e mencioná-lo nos contactos que tenha com a INCM.

4 — A efectivação dos pedidos de assinatura, bem como dos novos serviços, poderá ser feita através das nossas lojas.

5 — Toda a correspondência sobre assinaturas deverá ser dirigida para a Imprensa Nacional-Casa da Moeda, S. A., Departamento Comercial, Sector de Publicações Oficiais, Rua de D. Francisco Manuel de Melo, 5, 1099-002 Lisboa.

Preços para 2000

CD-ROM (inclui IVA 17%)				
	Assinante papel *		Não assinante papel	
	Escudos	Euros	Escudos	Euros
Assinatura CD mensal	31 000	154,63	40 000	199,52
Assinatura CD histórico (1974-1997) (a)	70 000	349,16	91 000	453,91
Assinatura CD histórico (1990-1999)	45 000	224,46	50 000	249,40
CD histórico avulso	13 500	67,34	13 500	67,34
Internet (inclui IVA 17%)				
	Assinante papel *		Não assinante papel	
	Escudos	Euros	Escudos	Euros
DR, 1.ª série	12 000	59,86	15 000	74,82
Concursos públicos, 3.ª série	13 000	64,84	17 000	84,80
1.ª série + concursos	22 000	109,74	29 000	144,65

* Preço exclusivo por assinatura do *Diário da República* em suporte de papel.

(a) O CD de 1980 está em fase de certificação pelo ISO.



DIÁRIO DA REPÚBLICA

Depósito legal n.º 8814/85

ISSN 0870-9963

AVISO

Por ordem superior e para constar, comunica-se que não serão aceites quaisquer originais destinados ao *Diário da República* desde que não tragam aposta a competente ordem de publicação, assinada e autenticada com selo branco.

Os prazos para reclamação de faltas do *Diário da República* são, respectivamente, de 30 dias para o continente e de 60 dias para as Regiões Autónomas e estrangeiro, contados da data da sua publicação.

PREÇO DESTE NÚMERO (IVA INCLuíDO 5%)

560\$00 — € 2,79



Diário da República Electrónico: Endereço Internet: <http://www.dr.incm.pt>
Correio electrónico: dre@incm.pt • Linha azul: 808 200 110 • Fax: 21 394 57 50



INCM

IMPRENSA NACIONAL-CASA DA MOEDA, S. A.

LOCAIS DE INSCRIÇÃO DE NOVOS ASSINANTES,
VENDA DE PUBLICAÇÕES,
IMPRESSOS E ESPÉCIMES NUMISMÁTICOS

- Rua da Escola Politécnica, 135 — 1250-100 Lisboa
Telef. 21 394 57 00 Fax 21 394 57 50 Metro — Rato
- Rua do Marquês de Sá da Bandeira, 16-A e 16-B — 1050-148 Lisboa
Telef. 21 353 03 99 Fax 21 353 02 94 Metro — S. Sebastião
- Rua de D. Francisco Manuel de Melo, 5 — 1099-002 Lisboa
Telef. 21 383 58 00 Fax 21 383 58 34
- Rua de D. Filipa de Vilhena, 12 — 1000-136 Lisboa
Telef. 21 781 07 00 Fax 21 781 07 95 Metro — Saldanha
- Avenida de Fernão de Magalhães, 486 — 3000-173 Coimbra
Telef. 23 982 69 02 Fax 23 983 26 30
- Praça de Guilherme Gomes Fernandes, 84 — 4050-294 Porto
Telef. 22 205 92 06/22 205 91 66 Fax 22 200 85 79
- Avenida do Engenheiro Duarte Pacheco — 1070-103 Lisboa
(Centro Comercial das Amoreiras, loja 2112)
Telef. 21 387 71 07 Fax 21 353 02 94
- Avenida Lusitana — 1500-392 Lisboa
(Centro Colombo, loja 0.503)
Telef. 21 711 11 19/23/24 Fax 21 711 11 21 Metro — C. Militar
- Rua das Portas de Santo Antão, 2-2/A — 1150-268 Lisboa
Telef. 21 324 04 07/08 Fax 21 324 04 09 Metro — Rossio
- Loja do Cidadão (Lisboa) Rua de Abranches Ferrão, 10 — 1600-001 Lisboa
Telef. 21 723 13 70 Fax 21 723 13 71
- Loja do Cidadão (Porto) Avenida de Fernão Magalhães, 1862 — 4350-158 Porto
Telef. 22 557 19 27 Fax 22 557 19 29

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e a assinaturas do «Diário da República» e do «Diário da Assembleia da República», deve ser dirigida à administração da Imprensa Nacional-Casa da Moeda, S. A., Rua de D. Francisco Manuel de Melo, 5 — 1099-002 Lisboa